

sommaire

■	Éditorial	
	Coma dépassé – Patrice Dartevelle	3
■	Dossier - (Dé)croissance?	
	(Dé)croissance – Patrice Dartevelle	4
	Quelques scénarios – Patrice Dartevelle	5
	Le défi de la décroissance – Serge Latouche	6
	«Parce qu’il le faut bien» – L’entretien de Jean Sloover avec Isabelle Stengers	8
	Après le développement – Paul Lannoye	10
	Chacun porte sa croix - Frénétique consommateur – Claude Javeau	12
	L’Europe, un continent vieilli condamné au déclin – Christian Vandermotten	13
■	Laïcité	
	Assemblée générale du CAL - L’importance de l’Europe – Patrice Dartevelle	15
■	Enseignement	
	Il y a loin de la coupe aux lèvres – Claude Wachtelaer	16
■	Société	
	Sexualité - Conduites à risque des ados ou des adultes? – Olivier Swingedau	18
■	Europe	
	Les prisonniers du boulot feront de vieux os. Un entretien avec Géry Coomans – Propos recueillis par Pascal Martin	20
■	Monde	
	Congo - Quand la mémoire coloniale se heurte au poids du présent - Colette Braeckman	22
	Moscou: décoiffante! – Nathalie Melis	24
■	Religions	
	Saint Paul, fondateur de l’universalisme? – Robert Joly	26
■	Culture	
	Une Belgique visionnaire – Bernard Marcelis	28
	Déambulations – Sophie Creuz	29
	Romantisme à la belge – Ben Durant	30
	BD - Passions printanières – Frédéric Soumois	32
■	Agenda	33

est édité par le Centre d’Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.

Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction, administration et publicité
Directeur: Patrice Dartevelle
Rédactrice en chef: Michèle Michiels
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet
Production, administration et publicité: Fabienne Sergoyne
Iconographie: Michèle Michiels
Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Patrice Dartevelle, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.
Stagiaire: Céline Langendries

Fondateur: Jean Schouters
Membre d’honneur: Ghislaine De Bièvre
Documentation: Anne Cugnon
Impression: Massoz s.a., Liège
ISSN 0775-2768

CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles.
Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61.
E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Abonnement:
11 numéros + 1 Document
Belgique: 20 €, Étranger: 32 €
par virement au compte
n°210-0624799-74 du CAL.



Site du mouvement laïque:
<http://www.laicite.be>

Membre de l’Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

Avec le soutien de l’Administration générale de l’Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégionaux.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d’Action Laïque est maître du fichier d’adresses qu’il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: © Cost. Notre dossier - (Dé)croissance?, pages 4 et suivantes.

Coma dépassé

PATRICE DARTEVELLE

Sans doute était-il été profondément irréaliste d’imaginer que le nouveau pape soit véritablement un homme de changement.

Le cardinal Ratzinger était l’un des favoris les plus cités de la récente élection romaine et en le désignant, les cardinaux électeurs ont acté, sanctionné et renforcé la glaciation de l’Église catholique.

Choisir pour pape un homme de 78 ans peut paraître normal à un groupe de gérontes. Mais aucun groupe au monde n’oserait agir de la sorte. On venait de voir, avec les dernières années et l’agonie de Jean-Paul II, tous les problèmes posés par l’absence de limite d’âge mais rien n’y a fait. En stricte logique ou vraisemblance, peut-on attendre de ce pape qu’il instaure une limite d’âge pour les pontifes? Que dire de l’esprit qui anime un homme de cet âge (qui avait demandé antérieurement à être déchargé de ses responsabilités) pour emporter le trône de Saint Pierre. Peut-il être réellement équilibré?

La bienveillance de commande de certains catholiques essaie de faire croire qu’après tout, Jean XXIII était aussi âgé et que la fonction l’a révélé. On est ici dans un cas de figure complètement différent. Jean XXIII était l’un des cardinaux les plus falots. Il n’avait jamais rien écrit ou dit de remarquable et chacun croyait qu’il ne ferait rien. Erreur totale s’il en fut. Joseph Ratzinger est tout le contraire: expert du cardinal Frings à Vatican II, il était progressiste et s’était déchaîné contre la congrégation dont il a pris la direction en 1981! Les événements de 1968 l’ont retourné¹ et il s’est consacré à la lutte contre les libertés contemporaines. C’est un homme ancré dans ses convictions et qui va tenter de les concrétiser.

Le programme de Ratzinger

Ce n’est pas un hiérarque borné. Restaurer les pompes d’autrefois n’est pas son affaire: il veut à toutes forces que le catholicisme traditionnel imprime sa marque sur les fidèles et impose ses valeurs². L’homélie qu’il a prononcée avant le début du conclave est des plus claires³.

Il s’en prend fondamentalement au relativisme, concept qui pour lui désigne tout ce qui réfute le fondement du dogme chrétien, c’est-à-dire l’existence de Dieu. Il se réclame d’une foi «adulte», ce qui ne veut nullement dire mûrie, apte à intégrer de nouveaux éléments mais simplement imperméable à tout hors de sa foi de charbonnier (et donc au libéralisme, au marxisme, à l’athéisme, au mysticisme religieux, aux sectes, etc.). Cette foi «adulte» a pour seul critère la fermeture à tout ce qui n’est pas le dogme et les anciennes traditions.

Dans une interview un peu plus ancienne⁴, il s’insurge parce que «dans la vie publique, il paraît quasi interdit de parler de Dieu, comme si c’était une atteinte à la liberté de qui ne croit pas... cela se passe de la même manière dans le commerce, l’économie et la vie privée». Il se déchaîne contre la pilule: «elle a séparé la sexualité de la fécondité et a changé le concept de la vie humaine. L’acte sexuel a perdu son intentionnalité et sa finalité... et tous les types de sexualité sont

devenus équivalents». La foi ferme des musulmans est un défi politique pour les chrétiens: comprenez que c’est un modèle. Un peu plus tôt encore, il déclarait: «*la foi n’est pas une chose purement privée et subjective. Elle est une grande force spirituelle qui doit pouvoir toucher et illuminer la vie publique*»⁵. Nous voilà prévenus, les appels au pluralisme de l’Église dont Ratzinger est coutumier sont vains: l’action de l’Église sur la vie publique est «objective».

Un sort scellé

Hors d’Europe, là où l’Église peut imposer ses normes à des populations aveugles, l’avenir s’annonce sombre. Et quand la contestation de l’Église s’affirme en Amérique latine, c’est au profit de groupes protestants évangélistes tout aussi fondamentalistes ou des mouvements religieux nouveaux, dépourvus de toute valeur ou intérêt. En Afrique, après le massacre du Rwanda, l’Église, concurrencée là par l’islam, organise la mort par le sida en interdisant le préservatif.

Sans doute, pour les laïques et les non-catholiques d’Europe occidentale, le péril n’est-il pas effrayant. Cependant, la pression de l’Église dans le domaine éthique va s’accroître. Le clonage thérapeutique n’est pas pour demain: tant pis pour les malades.

Par son choix, l’Église catholique a scellé son sort en Europe. Elle se précipite vers sa disparition mais celle-ci ne sera pas sans conséquence et ne se fera pas sans douleur. Pour maintenir leur influence, ses responsables n’auront d’autre recours que de privilégier des politiques autoritaires recommandées aux gouvernements pour tenter d’imposer leurs valeurs.

Les nombreux chrétiens en rupture de ban ne disposent pas de structures si peu présentes que ce soit et ne paraissent pas vouloir s’en doter: ils pèseront donc sociologiquement, par résistance passive ou pas beaucoup plus. Ce n’est pas rien mais cela ne mène pas à la direction de la société et à la promotion active des valeurs de liberté. Ils sont les grands perdants du conclave. Ils se croyaient les vrais propriétaires de l’Église en se gardant bien de prendre une forme propre et quelque autonomie politique. La conséquence est claire: leur influence se réduit très sensiblement et dans l’Église et sur le terrain.

On a beaucoup ri de l’ex-URSS, de sa gérontocratie inconsciente, de son gouvernement sans appui. Le parallèle est des plus tentants entre les dernières années de Jean-Paul II et celles de Brejnev. Personne n’a pris son remplacement par des vieillards malades comme Andropov et Tchernenko comme un signe de bonne santé du Parti communiste.

Plus personne ne croyait au communisme en URSS. En 1985, quand Gorbatchev accède au pouvoir, il est trop tard pour quelque perestroïka que ce soit. Ce qui est arrivé au Kremlin peut devenir le lot du Vatican.

Les laïques ne s’en lamenteront pas. Ils doivent seulement se préparer à une société qui va connaître des changements d’une ampleur difficile à imaginer et à la façonner dans une optique rationnelle. ▲

¹ Cf. par exemple Hervé Yannou, «Théologien et dauphin de Karol Wojtyła», *Le Figaro* du 20 avril 2005.
² Henri Tincq, Le conclave à l’heure du choix politique, *Le Monde* du 19 avril 2005.
³ Texte intégral dans *La Libre Belgique* du 20 avril 2005.
⁴ Pour *La Repubblica* et *El País*. Publié dans *El País* du 20 novembre 2004 et du 20 avril 2005.
⁵ *Le Figaro* magazine du 13 août 2004, repris dans *Le Figaro* du 20 avril 2005.

Quelques scénarios

PATRICE DARTEVELLE

(Dé)croissance?

Ordinairement, les dossiers d'*Espace de Libertés* consacrés à des problèmes de société, soit la plupart d'entre eux, reflètent des opinions diverses, selon des degrés variés mais néanmoins réels. Notre volonté est effectivement de susciter débat et réflexion sur des sujets controversés.

Le dossier (Dé)croissance de ce numéro ne contient que des articles qui reflètent l'interpellation de la volonté de décroissance de ce qu'on appela traditionnellement le progrès économique, même si de-ci de-là des nuances sont perceptibles.

Ce choix ne doit pas faire croire à une adhésion de la revue à cette vision des choses. Il est simplement le reflet de l'importance de l'interrogation qui nous est soumise aujourd'hui.

Les laïques ont toujours été historiquement les porteurs du progrès, du développement scientifique, technologique, économique et social. Ils ont toujours préféré renvoyer à plus tard la question des limites du progrès.

La question de ces limites n'est pas posée de manière uniquement théorique par les contributeurs au dossier. Ils plaident en gros pour faire admettre que ces limites sont aujourd'hui atteintes effectivement.

Si cette thèse était (c'est l'imparfait de l'irréel) vraie, le problème serait beaucoup plus que majeur pour les laïques. La société ne pourrait plus se transformer que

selon un jeu à somme constante. Celui qui aurait plus l'aurait aux dépens d'un autre. La perspective n'est pas vraiment pacifique sauf pour qui a le don de l'angélisme ou de la cécité (ce qui ne modifie pas la question de la réalité du propos). Elle poserait de manière radicale la question de nos finalités: l'accroissement matériel global étant hors de propos, et la garantie de l'au-delà étant sans objet non seulement pour les laïques mais pour les Européens en général, il faudra changer radicalement nos manières de voir et de vivre.

L'actualité des philosophies de la fin de l'Antiquité est un lieu commun qui trouverait ici un de ses plus solides fondements. Ce sont des philosophies de l'individu isolé dans un monde qui n'est que d'un intérêt secondaire dans ses manifestations concrètes. On m'accordera que ce n'est pas l'impression que donnent nos conflits et revendications permanentes mais leur aveuglement est des plus possibles. Le seul point gênant est l'hypocrisie de beaucoup: si la décroissance est seule à l'horizon, il ne faut pas entretenir l'illusion de la prospérité et continuer d'activer des revendications impossibles.

La rédaction d'*Espace de Libertés* sait bien tout cela et avant de vous livrer des réflexions pour (et pas sur) la décroissance, elle vous manifeste ci-contre par ma voix quelques propos distanciés à propos des pages qui suivent. ▲

P. D.

Parler du déclin de l'Europe (ou du pays européen où l'on vit) est devenu courant.

Un récent document du Parti socialiste français, première ébauche de projet pour les élections de 2007 rédigée par Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry et Jack Lang, commence par réfuter que la France soit un pays en déclin¹. Les socialistes traditionnels sont probablement le seul groupe à penser que nous sommes effectivement en progrès.

À droite, le jugement est tout différent. Un disciple de Raymond Aron, Nicolas Baverez² a quelque peu systématisé la critique du bilan européen. De 1950 à 1990, le produit intérieur brut européen par tête passe de 50 à 80% de celui des États-Unis avant de revenir à 65% en 2002. Le gain annuel de productivité passe de 2 à 1% en Europe depuis 1980 alors qu'aux États-Unis, il passe de 1 à 4,2%.

Un chroniqueur financier américain, James Glassman, parle, à propos du taux de croissance européen, d'*«une honte pour ce continent peuplé de gens de talent et énergiques»*³.

Les États-Unis obtiennent aujourd'hui 57,9%, l'Allemagne 9,8%, la Grande-Bretagne 7,2% et la France 2,6% des prix Nobel. De 1900 à 1921, la France seule en avait obtenu 18,3%, l'Allemagne 31,6% et la Grande-Bretagne 13,3%⁴. Même en tenant compte de l'importation des cerveaux, on doit bien convenir que le phénomène est structurel.

L'écrivain Georges Steiner estime que *«l'Europe est fatiguée du monde»* et oppose les États-Unis où l'on trouve *«un souffle d'espoir, d'énergie que l'on ne retrouve que dans deux pays européens seulement: l'Espagne et l'Irlande»*⁵.

Son interprétation, assez inattendue et des plus invraisemblables, est que ce serait le sort des pays génocidaires. L'Espagne aurait eu besoin de plusieurs siècles pour se remettre du sort qu'elle a fait subir aux juifs.

Du côté écologiste, on propose la décroissance comme horizon incontournable. L'argument de base est que l'on ne peut imaginer étendre au monde entier le niveau de consommation énergétique des Européens. Tant pis si le présupposé est la sanctuarisation du refus de l'énergie nucléaire dont les avantages sont pourtant frappants. Pas plus que les autres, les Verts ne sont disposés à revenir sur leurs errements. Les plus radicaux d'entre eux, comme le député Vert de Paris, Yves Cochet, évoquent la fin de l'aviation civile, de l'habitat rural (dépendant de l'automobile). Dès lors, le choix se résumerait entre la guerre pour l'énergie ou une société de rationnement⁶.

Pour ma part, j'imaginerais encore un autre scénario. Lors de la longue grève chez Splintex, on a évoqué la faible productivité de l'usine belge du géant japonais du verre: moins de la moitié des usines non européennes. Qui peut

croire que, dans ces conditions, le revenu des Européens peut continuer à l'emporter sur celui des Asiatiques? Ceux-ci courent vite; la Chine a connu une croissance de 9,5% en 2004 et doit veiller à éviter la «surchauffe»⁷.

Si demain notre consommation (pas seulement énergétique) sera celle des Chinois aujourd'hui et que celle des Chinois sera celle que les Européens connaissent actuellement, le total mondial ne devrait pas varier beaucoup.

La plupart –écologistes compris– paraissent avoir bien du mal à imaginer que d'autres nous dépassent. Beaucoup d'énergie se perd à rationaliser le désarroi européen.

Donner du sens

Bien évidemment, ce n'est pas quand on est dominé qu'on est en bonne position pour faire prévaloir ses valeurs et sa culture. On peut toujours rêver d'une Athènes donnant sa philosophie et sa littérature à Rome mais ce n'est pas le cas général.

Pour sa part, Régis Debray attaque de plein fouet les non-croyants et s'en prend à une *«Europe agnostique qui se noie dans l'argent et les procédures»* et à laquelle manque «une capacité spirituelle»⁸.

À nouveau, Régis Debray est désemparé devant le recul des religions en Europe. Mais pour une fois, il y a quelque chose à tirer de son propos: si plus personne ne croit vraiment aux fariboles chrétiennes (et à quelques autres), nous manquons d'une (ou de plusieurs) philosophie qui pourrait donner sens. Les laïques n'ont pas assez conscience du rôle qui leur incombe et qui ne peut se limiter à lutter pour la séparation de l'Église et de l'État. Donner du sens est un impératif majeur.

Se cantonner à la morale individuelle n'est pas suffisant. L'hédonisme peut être dans certaines limites une vertu individuelle. Appliqué à la société, il est à prendre avec grande circonspection, si l'on ne veut pas aboutir à l'anti-modèle sud-américain et par exemple argentin.

La situation de l'Europe aujourd'hui vaut celle de la fin de l'empire romain. Si les forces rationnelles ne trouvent pas de solution, il ne nous restera plus qu'à subir une nouvelle piqûre, celle d'un christianisme bis, d'une religion opium non pas du peuple mais de tout. ▲

Herman Van Ingelgem, *Buy-Buy*, 2005, Installation, mixed media (Art Brussels 2005), Courtesy Galerie Transit, Mechelen.

¹ *Le Monde* du 16 mars 2005.

² Nicolas Baverez, *La France qui tombe*, Perrin, Collection Tempus, Paris, 2003.

³ Interviewé par Philippe Servaty, *Le Soir* des 5 et 6 février 2005.

⁴ Jean-Claude Casanova, «Déclin: un débat embarrassant», *Le Monde* du 31 octobre 2003.

⁵ Dans *Esprit*, décembre 2003, cité par Thomas Ferenczi, «Comme s'il y avait eu trop d'histoire», *Le Monde* du 4 mars 2005.

⁶ Cf. Hervé Kempf, «Écologisme radical et décroissance», *Le Monde* du 4 mars 2005.

⁷ Brice Pedroletti, *Le Monde* du 16 mars 2005.

⁸ *Le Figaro* du 4 mars 2005, cité par Th. Ferenczi, cf. note 4.

Le défi de la décroissance

SERGE LATOUCHE*

* Professeur émérite de l'Université de Paris-Sud, objet-téur de croissance, président d'honneur de la Ligne d'horizon.

George W. Bush déclarait le 14 février 2002 à Silver Spring devant l'administration de la météorologie que *«parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème»*¹. Cette position «pro-croissance» est largement partagée dans le fond par la gauche y compris les altermondialistes qui considèrent en outre que la croissance est aussi la solution du problème social en créant des emplois et en favorisant une répartition plus équitable. Pourtant, après quelques décennies de gaspillage frénétique, nous sommes entrés dans la zone des tempêtes au propre et au figuré... Le dérèglement climatique s'accompagne des guerres du pétrole, qui seront suivies de guerres de l'eau², mais aussi de possibles pandémies et autres catastrophes biogénétiques prévisibles. Il semble bien que nous vivions la sixième extinction des espèces

mais à la différence des précédentes, l'homme en est directement responsable et pourrait bien en être la victime...

Dans ces conditions, la société de croissance n'est ni soutenable, ni souhaitable. Il est donc urgent de penser une société de «décroissance» si possible sereine et conviviale.

La société de croissance: ni soutenable, ni souhaitable

La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial sinon le seul de la vie. Une telle société n'est pas soutenable parce qu'elle se heurte aux limites de la biosphère. Si l'on prend comme indice du «poids» environnemental de notre mode de vie l'«empreinte» écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire, on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère³.

Pour concilier les deux impératifs contradictoires de la croissance et du respect de l'environnement, les experts pensent trouver la potion magique dans l'*écoefficience*, pièce centrale et à vrai dire seule base sérieuse du «développement durable». Il s'agit de réduire progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible avec la capacité reconnue de charge de la planète.

Que l'efficience écologique se soit accrue de manière notable est incontestable, mais dans le même temps, la perpétuation de la croissance forcenée entraîne une dégradation globale. Les baisses d'impacts et de pollution par unité se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues (phénomène auquel on a donné le nom d'effet rebond). La «nouvelle économie» est certes relativement immatérielle ou moins matérielle, mais elle remplace moins l'ancienne qu'elle ne la complète. Au final, tous les indices montrent que les prélèvements continuent de croître.

Toutefois, si on suit Ivan Illich, la disparition programmée de la société de croissance n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle. *«La bonne nouvelle est que ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires négatifs d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents.*

*Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux»*⁴. On peut, en effet, soutenir que la société de croissance n'est pas souhaitable pour au moins trois raisons: elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire, elle ne suscite pas pour les «nantis» eux-mêmes une société conviviale mais une anti-société malade de sa richesse.

L'élévation du niveau de vie dont pensent bénéficier la plupart des citoyens du Nord est de plus en plus une illusion. Ils dépensent certes plus en termes d'achat de biens et services marchands mais ils oublient d'en déduire l'élévation supérieure des coûts. Celle-ci prend des formes diverses, marchandes et non marchandes: dégradation de la qualité de vie non quantifiée mais subie (air, eau, environnement), dépenses de «compensation» et de réparation (médicaments, transports, loisirs) rendues nécessaires par la vie moderne, élévation des prix des denrées raréfiées (eau en bouteilles, énergie, espaces verts...). Autant dire que dans ces conditions, la croissance est un mythe même à l'intérieur de l'imaginaire de l'économie de bien-être, sinon de la société de consommation!

Tout cela ne suffit malheureusement pas pour nous amener à quitter le bolide qui nous mène droit dans le mur et à embarquer dans la direction opposée.

Penser une société de «décroissance» sereine et conviviale

La décroissance n'est pas au départ un idéal, mais faisons de nécessité vertu, et concevons, pour les sociétés du Nord, la décroissance comme un objectif dont on peut tirer des avantages⁵. Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance. On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif! C'est ce qui condamne la gauche institutionnelle, faute d'oser la décolonisation de l'imaginaire, au social-libéralisme. La décroissance n'est donc envisageable que dans une «société de décroissance» dont il convient donc de préciser les contours.

Une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire voire supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète avec l'impact négatif correspondant (donc une «relocalisation» de l'économie), celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste, celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale constituent des réserves importantes de *décroissance* dans la consommation matérielle. Les seules atteintes à notre niveau de vie de la plupart des réductions de nos prélèvements sur la biosphère ne peuvent donc être qu'un mieux-être.

Remettre en cause la domination de l'économie sur le reste de la vie en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes.

Toutefois, pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut franchir un pas supplémentaire et, littéralement, sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause la domination de l'économie sur le reste de la vie en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes.

On peut synthétiser tout cela dans un programme en huit «R»: Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Relocaliser, Redistribuer, Réduire, Réutiliser, Recycler. Ces huit objectifs interdépendants sont susceptibles d'enclencher un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable⁶.

Réévaluer, cela signifie revoir les valeurs auxquelles nous croyons, sur lesquelles nous organisons notre vie et changer celles qui doivent l'être. L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir et l'ethos de la ludicité sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le local sur le global, l'autonomie sur l'hétéronomie, le goût de la belle ouvrage sur l'efficience productiviste, le raisonnable sur le rationnel, etc. Re-conceptualiser ou redéfinir/redimensionner, s'impose par exemple pour les concepts de richesse et de pauvreté⁷, mais aussi pour le couple infernal fondateur de l'imaginaire économique: rareté/abondance, qu'il est urgent de déconstruire. Restructurer, cela signifie adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction du changement des valeurs. Relocaliser signifie bien sûr produire localement pour l'essentiel les produits servant à la satisfaction des besoins de la population à partir d'entreprises locales financées par l'épargne collectée localement. En internalisant les coûts externes du transport (infrastructure, pollution dont effet de serre et dérèglement climatique), on relocaliserait un grand nombre d'activités. Redistribuer s'entend de la répartition des richesses et de l'accès au patrimoine naturel entre Nord et Sud comme à l'intérieur de chaque société. Réduire veut dire d'abord réduire les horaires de travail, mais aussi diminuer l'impact sur la biosphère de nos modes de produire et de consommer. Pour ce faire, il faudrait dans la mesure du possible réutiliser au lieu de jeter les appareils et les biens d'usage et bien sûr recycler les déchets incompressibles de notre activité.

Vaste et utopique programme, dira-t-on? Pas si dramatique que cela, en tout cas, si l'on songe que la limitation drastique des atteintes à l'environnement et donc de la production de valeurs d'échanges incorporées dans des supports matériels physiques n'implique aucune limitation de la production de valeurs d'usage à travers des produits immatériels. Ainsi comprise, la décroissance ne signifie donc pas une régression de bien-être. En 1848, pour Marx, les temps étaient venus de la révolution sociale et le système était mûr pour le passage à la société communiste d'abondance. L'incroyable surproduction matérielle de cotonnades et de biens manufacturés lui semblait plus que suffisante, une fois aboli le monopole du capital, pour nourrir, loger et vêtir correctement la population (au moins occidentale). Et pourtant, la «richesse» matérielle était infiniment moins grande qu'aujourd'hui. ▲

¹ *Le Monde* du 16 février 2002.

² Vandana Shiva, *La guerre de l'eau*, Parangon, 2003.

³ Un citoyen des États-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable. Gianfranco Bologna (Sous la direction de), *Italia capace di futuro*. WWF-EMI, Bologne, 2001, pp. 86-88.

⁴ Jean-Pierre Dupuy, «Ivan Illich ou la bonne nouvelle», *Le Monde* du 27 décembre 2002.

⁵ En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour, en ce sens que même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas encore pour la plupart des «sociétés de croissance». Toutefois, il convient de les informer des dangers du piège développementiste. Voir notre article «Contre l'ethnocentrisme du développement. Et la décroissance sauvera le Sud...», *Monde Diplomatique*, novembre 2004.

⁶ On pourrait allonger la liste des «R» avec: radicaliser, reconverter, redéfinir, redimensionner, remodeler, repenser, etc. mais tous ces «R» sont plus ou moins inclus dans les huit premiers.

⁷ Voir Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*. Laube/nord, 2003. Rahnema Majid, *Quand la misère chasse la pauvreté*. Fayard Actes Sud. Arnaud Berthoud, «La richesse et ses deux types», revue du MAUSS, n° 21, 1^{er} semestre 2003.

L'entretien de Jean Sloover avec Isabelle Stengers

«Parce qu'il le faut bien»

prudente. Pragmatique. Comme celle des jeteurs de sonde qui, au milieu des écueils, cherchent le passage vers la mer libre... Un ouvrage plutôt difficile, un peu ésotérique parfois. Mais qui parlera terriblement à tous ceux qu'alarme l'effondrement moral qui signe l'époque...

Isabelle Stengers, le monde, écrivez-vous, va mal. Très mal. À quoi faites-vous précisément allusion?

Isabelle Stengers: Je pourrais évoquer des désastres objectifs considérables. Notamment d'ordre écologique. Mais je crois qu'un indicateur très inquiétant est la manière dont nous avons pris l'habitude de tolérer le traitement qui, en notre nom, est réservé aux sans-papiers, alors qu'il y a vingt ans nous l'aurions jugé intolérable. Cette régression formidable, le «il faut bien», le «on ne peut pas faire autrement» qui fait qu'on accepte l'inacceptable, qu'on en prend l'habitude, me paraît donner la pleine mesure de ce qui va mal dans le monde: l'avenir que je redoute est celui où nos luttes et nos refus feront ricaner nos petits-enfants, où ils se moqueront des illusions de ce temps, le nôtre, où «on croyait encore» au progrès de l'humanité. Il y a là, dans cette tolérance grandissante à l'égard de l'intolérable, le signe que la période inaugurée avec les Lumières pourrait bien n'avoir été qu'une parenthèse en train de se clore...

Le fil rouge de votre livre est le «cri de Seattle»: le surgissement inattendu d'une protestation véhémement contre la pétrification de l'Histoire. L'entrebâillement du champ des possibles après deux décennies de pensée unique. Mais, depuis, l'huis ne s'est-il pas refermé?

Si nous avions été optimistes, si nous avions eu le sentiment que la dynamique impulsée à Seattle n'était pas menacée, nous n'aurions peut-être pas écrit notre livre. Nous aurions participé à cette dynamique. Notre démarche est donc inquiète mais engagée. Seattle, et ce qui a suivi, ont créé un possible qu'on ne peut pas simplement renvoyer à plus tard, comme si on avait tout le temps devant soi. Nous avons voulu indiquer comment protéger ce possible contre les vieux poisons, comment le nourrir.

C'est-à-dire?

De faire en sorte, par exemple, que la résistance altermondialiste ne tombe pas dans le piège classique qui consiste, au risque de sa propre division, à vouloir prouver sa crédibilité en cherchant à mettre au point *ex nihilo* un programme politique, du genre «voici ce qu'on ferait à votre place». On n'est pas à «leur place», c'est une mauvaise abstraction parce qu'elle suppose «le même monde». Ce qui nous importe est la manière dont les processus d'apprentissage associés aux luttes altermondialistes transforment les questions que pose ce monde, font apparaître des problèmes concrets là où régnaient des évidences. Par exemple, la question des brevets et des droits de propriété intellectuelle est posée, alors que depuis vingt ans a régné

l'idée qu'ils étaient la condition du progrès. De même, les débats sur la directive Bolkestein ou le projet de Constitution européenne mettent pour la première fois la construction de l'Europe en politique. Il faut savoir dire l'importance de ces changements, pour qu'ils nourrissent l'imagination et la force du cri «un autre monde est possible».

L'autre banalité du mal

Vous utilisez constamment l'expression «alternative infernale». Une autre façon d'évoquer les axiomes de la «pensée unique»?

La formule désigne effectivement un nouveau type de situation que l'on peut dire «infernale», du genre: «si vous n'acceptez pas une baisse de salaire, nous délocalisons»! La dernière tentative pour s'arracher à ces contraintes présentées et perçues désormais comme incontournables a été l'expérience socialiste française du début des années quatre-vingt. Depuis, l'idée que l'on ne triche pas avec les lois dites naturelles du marché s'est imposée partout comme une évidence. C'est le début du règne du «il faut bien».

Cette idée, pourtant, n'est pas nouvelle. On la retrouve déjà chez Adam Smith...

Mais ce qui est nouveau, par contre, c'est la déconnexion des lois du marché et du progrès. Le discours européen consiste toujours à dire que le respect des contraintes économiques, de la libre concurrence garantit un futur progrès social, mais plus personne n'y croit. La construction d'alternatives qui empêchent de penser n'est pas neuve, ce qui est neuf c'est qu'elles sont perçues comme infernales, que le mot d'ordre du progrès ne prend plus. Ce mot d'ordre a toujours été fallacieux, certes. Mais le fait nouveau est ce savoir généralisé que, quels que soient les sacrifices consentis, cela n'ira pas mieux, que la guerre économique est sans espoir de paix possible, qu'il y aura toujours plus de victimes. Ce qui est à l'œuvre là est un authentique changement d'époque. Il est très difficile de mesurer l'effet d'une telle évolution, le sentiment d'impuissance et de désespoir est quelque chose de redoutable, comme en attestent les avancées de l'extrême droite. Je pense que ces avancées se poursuivront tant que les partis démocratiques n'oseront pas habiter cette nouvelle époque qui voit le mensonge du type de consensus que même les partis dits de gauche ne savent pas comment abandonner.

Il n'y a pas de grand complot capitaliste, dites-vous, mais l'immense travail de fournir d'une armée de «petites mains» qui perpétuent et consolident le système «parce qu'il le faut bien». Une autre «banalité du mal»?

On peut dire cela. Les artisans du capitalisme, ceux qui n'ont de cesse de fabriquer les termes de ce que nous vivons comme une fatalité, ne sont pas mauvais: ce sont des gens comme nous, mais il ne suffit pas de dire qu'ils sont aliénés, comme s'ils ne savaient pas, comme s'ils devaient prendre conscience. C'est pour dire qu'ils savent, qu'ils ne manquent d'aucun savoir, que nous suggérons de nommer le capitalisme, «système sorcier sans sorcier». Cela permet des mots comme «capture d'âme» qui disent avec plus de force ce qui est si effrayant avec les petites

maines. Elles ne sont pas mobilisées par une idée que l'on pourrait discuter: elles le sont sous le signe du «il faut bien».

Marx insuffisamment anticapitaliste

La capacité du capitalisme à «capturer les âmes» repose-t-elle entre autres sur l'idée que, jusqu'à un certain point, les processus de destruction/création auquel il se livre en permanence sont autant de facteurs de progrès. Curieusement, vous considérez que Marx lui-même a beaucoup fait pour diffuser cette vision?

Pour Marx, en effet, le capitalisme était ce qui rendait le socialisme possible, ce qui menait au seuil du socialisme, de la terre promise. Au fond, pour nous, Marx n'a pas été assez anticapitaliste: il a accepté les destructions qui accompagnaient tout progrès au sens capitaliste comme malheureusement nécessaires pour le «développement des forces productives» et donc pour le socialisme. Un exemple. Des lois anglaises du XVIII^e siècle ont imposé la mise en place de clôtures autour des terrains agricoles, mettant fin aux pratiques d'«openfield», ce qui a permis certainement un tel développement, mais au prix de la destruction des communautés paysannes, de leur capacité pratique collective de penser. Aujourd'hui, c'est cette destruction qu'il s'agit de cesser de ratifier. C'est ce qu'attestent les mouvements contre le nouveau type d'enclosure, de mise sous clôture, que permettent les droits de propriété intellectuelle, et aussi la résistance des faucheurs volontaires d'OGM qui ont fini par ébranler le discours lénifiant et rationnel des scientifiques.

Contre le capitalisme, la multiplication des luttes parcellaires doit, selon vous, être préférée à la grande stratégie de mobilisation frontale. Adieu la Révolution?

Non. Mais il nous paraît qu'instrumentaliser les luttes parcellaires comme autant d'étapes qui ne valent que parce qu'elles mènent vers la grande mobilisation est une approche inadéquate. Nous pensons en effet que ce dont la grande mobilisation sera éventuellement capable est fonction de ce qu'elle aura appris dans les luttes parcellaires qui l'auront précédée. Cela ne veut pas dire «honorer le parcellaire» sans perspective plus large. Cela veut dire que de telles perspectives imposent des pratiques de prise de relais, de transmission d'apprentissage, de connexions, qui leur permettent d'apprendre les unes des autres. Que chaque mouvement nouveau n'ait pas à tout réinventer tout seul, mais puisse travailler avec l'expérience des autres, et se penser lui-même comme faisant partie d'un processus qui l'incite à apprendre à partir de son expérience ce qui pourrait être utile aux autres. Activer les relais, les transmissions, les fabrications d'expérience collective, les diagnostics sur ce qui peut l'empoisonner, ce pourrait être le cœur de la lutte politique aujourd'hui... ▲

Le discours européen consiste toujours à dire que le respect des contraintes économiques, de la libre concurrence garantit un futur progrès social, mais plus personne n'y croit.

Et si la période inaugurée avec les Lumières n'était qu'une parenthèse en train de se clore...

Lorsque les manifestants inattendus de Seattle ont crié «un autre monde est possible», ceux que la globalisation néolibérale ne plongeait pas dans la béatitude se sont mis à respirer un peu mieux: se fissurait enfin la maçonnerie étanche de la pensée unique. Et cette folle illusion d'une histoire humaine soluble dans l'extase marchande. L'onde de choc de Seattle continue à se propager. Mais certains tentent d'enrichir son héritage pour ouvrir l'avenir davantage encore. La philosophe des sciences Isabelle Stengers, professeur à l'ULB, auteur d'ouvrages scientifiques, collaboratrice du prix Nobel Ilya Prigogine, est de ceux-là: avec son complice Philippe Pignarre, directeur de la maison d'édition «Les Empêcheurs de penser en rond», elle a tenté de voir –sans arrogance, ni dogmatisme– ce que le marxisme –contre lequel s'est volontiers construit l'altermondialisme– peut néanmoins apporter à la néo-militance*. La démarche, critique, est

Frank Breuer, *sans titre*, 2003, Courtesy: Jousse entreprise, Paris. Exposition *Containers & Poles*, 24 rue Louise Weiss, Paris, jusqu'au 21 mai 2005.

* *La sorcellerie capitaliste – Pratiques de désenvoûtement*, éditions La Découverte, 227 pages.

Après le développement

PAUL LANNOYE*

Les écologistes ont poussé un cri d'alarme voici trente ans sur les dommages à long terme d'une économie non soutenable. Mais la *soft ecology* a fait son temps.

Changer les bases et la conception de l'économie

Le développement durable est devenu, depuis le Sommet de la Terre qui a eu lieu à Rio en 1992, l'objectif commun des membres des Nations Unies. Force est de constater aujourd'hui que la traduction en actes politiques des engagements pris à cette époque s'est révélée dérisoire.

Le Sommet de Johannesburg, en 2002, qui avait pour objectif d'évaluer le chemin parcouru en dix ans et de réaliser un programme d'action pour le développement durable n'a pas réussi à mettre en place les outils opérationnels à la hauteur d'enjeux reconnus unanimement comme prioritaires.

Tout en reconnaissant la nécessité de modifier les modes de production et de consommation dans les pays industrialisés, ceux-ci étant jugés comme non durables, le Sommet de Johannesburg n'a, pas plus que celui de Rio, proposé de mettre en question la logique et le modèle dominant qui sous-tendent les pratiques économiques en vigueur dans le monde entier. Le libre marché et la mondialisation économique et financière sont ainsi présentés non comme des obstacles au développement durable mais comme des atouts.

Le développement durable ne serait-il que l'habit neuf d'une société techno-industrielle délabrée consciente des effets négatifs du modèle qu'elle véhicule mais refusant de se remettre en cause?

Le comportement des principaux acteurs de l'économie mondialisée apporte une réponse sans équivoque à cette question. Les États-Unis, pays le plus puissant du monde, dont l'hégémonie se manifeste dans tous les domaines, a refusé de s'engager pour la sauvegarde de la biodiversité en ne signant pas la Convention de Rio à ce sujet. Quant au protocole de Kyoto, entré en vigueur le 18 février 2005, il ne sera pas ratifié par le gouvernement américain, lequel refuse que ses entreprises soient soumises à des contraintes jugées trop sévères et que «*le mode de vie du peuple américain soit mis en question*». On ne peut être plus clair.

Frank Breuer, *sans titre*, 2003, Courtesy: Jousse entreprise, Paris. Exposition *Containers & Poles*, 24 rue Louise Weiss, Paris, jusqu'au 21 mai 2005.

Les Européens, apparemment plus vertueux, adhèrent sans réserves à tous les engagements en faveur du développement durable mais rechignent à passer à l'action; compétitivité oblige face au grand concurrent américain, au Japon et aux nouveaux acteurs mondiaux que sont la Chine et l'Inde... En clair, soyons vertueux pour autant que cela ne nous coûte rien. Il suffit de parcourir les textes officiels pour constater à quel point l'objectif de développement durable s'est enlisé dans la phraséologie passe-partout de l'Union européenne, où il est placé au même niveau que l'objectif de croissance et de compétitivité et l'approfondissement du libre-échange.

Dès lors que les activités économiques sont fondées sur l'utilisation et la transformation de ressources finies sur une planète finie et que, parallèlement, chaque acteur, chaque pays a comme objectif de croître, il va de soi que la compétition pour l'accès aux ressources comme pour l'accès aux marchés, fera des gagnants et des perdants, et négligera les biens, les pratiques sociales et les ressources dépourvus de valeurs marchandes ou qui font obstacle à l'expansion du marché. Il est donc parfaitement hypocrite de faire croire que tout le monde peut être bénéficiaire d'un système capitaliste basé sur l'esprit de conquête, la compétition et la marchandisation du monde.

Croire qu'il est possible d'aménager le système actuel sans le remettre fondamentalement en cause est parfaitement irréaliste. Nous avons besoin d'un changement clair de paradigme¹.

Il appartient à ceux qui sont les principaux bénéficiaires du modèle dominant, comme l'Union européenne, et qui par ailleurs risquent bien d'être, au même titre que les déshérités actuels de la croissance, victimes des bouleversements écologiques et sociaux en cours, d'assumer le leadership des processus de changement.

Mais de quel changement de paradigme s'agit-il?

Pour les peuples des pays industrialisés à tout le moins, l'objectif légitime de croissance du bien-être passe par *une décroissance matérielle* et un choix collectif de simplicité volontaire.

Pour l'ensemble de la planète, la démondialisation économique et financière est un préalable à la poursuite de la *relocalisation des économies* (ou régionalisation) qui implique la diversité de celles-ci, sachant que les ressources, les atouts et les besoins sont le plus souvent propres à une région.

La caractéristique commune à toute économie sera son recours structurel aux ressources renouvelables. D'une *économie fossile*, il faut passer à une *économie solaire*, où les ressources renouvelables, selon les formes disponibles régionalement, sont le fondement de toutes les activités économiques et de tous les secteurs d'activité.

Il n'y a pas seulement urgence mais nécessité d'action immédiate

Les avertissements lancés depuis trente ans par les écologistes sur les dommages à *long terme* pour l'environnement planétaire d'une économie non soutenable et sur les risques potentiels de certaines technologies (nucléaire, OGM,...) sont maintenant dépassés par l'émergence de nouveaux risques (nanotechnologies, bioterrorisme,...) et le constat de ce que des dégâts écologiques, sociaux et humains irréversibles sont déjà bien présents à ce jour. En bref, le long terme, c'est déjà aujourd'hui.

Cette affirmation pourrait apparaître comme alarmiste et insuffisamment fondée si elle ne s'appuyait pas sur des faits observables et sur les analyses et déclarations de personnalités indépendantes du monde politique et des associations écologistes: citons dans le désordre Hubert Reeves, Jean-Marie Pelt, Martin Rees, Dominique Belhomme,...

Quelques faits:

- On constate depuis quelques années dans les pays industrialisés une croissance constante de l'incidence du cancer de l'enfant de l'ordre de 1% par an.
- 24.000 personnes meurent de faim chaque jour dans le monde, soit une personne toutes les 4 secondes.
- Près d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau potable dans le monde.
- En Afrique, la misère a progressivement remplacé la pauvreté au cours de ces trente dernières années.
- La biodiversité est en régression partout, notamment en Europe, du fait de la disparition des habitats et de l'agriculture intensive.
- La croissance économique mondiale s'accompagne d'une croissance des inégalités entre pays et entre individus: les riches s'enrichissent et les pauvres sont de plus en plus nombreux, comme le montre l'évolution de l'indice Gini (indicateur du niveau d'inégalité de répartition des richesses dans une population donnée).

- Les perturbations climatiques inquiétantes et dues incontestablement à l'effet de serre se manifestent déjà: recul des glaciers, fonte des glaces polaires, hausse continue de la température moyenne, montée des eaux marines,...

Au-delà de ces faits, il faut attirer l'attention sur deux phénomènes particulièrement menaçants qui confortent l'idée qu'une action immédiate d'envergure est indispensable, au nom de la précaution la plus élémentaire.

Lorsqu'on évoque les perturbations climatiques, on admet généralement qu'elles s'imposent progressivement et on écarte implicitement, car jugés trop improbables par la communauté scientifique, les bouleversements soudains, lesquels sont pourtant possibles. Ainsi, il n'est pas du tout exclu que le Gulf Stream soit brutalement interrompu à la suite de la fonte des glaces du Groenland; la conséquence pour l'Europe occidentale serait catastrophique.

Un autre scénario, certes improbable, serait celui d'un effet soudain de rétroaction positive enclenché par le réchauffement climatique, l'augmentation des températures provoquant des émissions accrues de gaz à effet de serre.

Le second phénomène interpellant est celui du pic de pétrole qui pourrait bien être dépassé plus tôt que communément admis par les experts. Pour les plus pessimistes d'entre eux, ce pic serait déjà dépassé; ceci pourrait provoquer dans les années proches un emballement des prix avec en conséquence un effondrement de certains secteurs, sans précédent dans l'histoire de la société industrielle.

Le constat de la situation présente et de sa probable évolution ainsi que l'ampleur des problèmes auxquels nous risquons de devoir faire face à *court terme* font conclure à la non-recevabilité d'une politique des petits pas visant à changer les politiques et les comportements en douceur.

Il est trop tard pour une «soft ecology» permettant de ménager tous les conservatismes. Mettre en œuvre dès à présent tous les mécanismes amorçant la grande mutation économique de l'ère du pétrole vers celle du solaire, de la mondialisation vers la localisation, s'avère incontournable à ce jour. ▲

Simon Denis, *Coucher de soleil sur la campagne romaine*, 1800-1812, huile sur papier, Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique: *Le Romantisme en Belgique*, jusqu'au 31 juillet 2005 (voir pp. 30-31).

C'était un temps où le développement durable n'était même pas un concept...

¹ Un paradigme n'est pas seulement une nouvelle idée. Un mouvement paradigmatique est une avancée qui donne lieu à de nouvelles intuitions et de nouvelles perspectives.

Chacun porte sa croix

Frénétique consommateur

CLAUDE JAVEAU*

* Professeur de sociologie à l'ULB.

Quand l'expression «société de consommation» est-elle entrée dans le langage courant? Notons que les Anglo-Saxons préfèrent parler de «société de l'opulence» (*affluent society*), ce qui n'est peut-être pas tout à fait la même chose. On peut consommer ses réserves, et même les consumer. Tandis que si opulence il y a, on ne fait que se partager un immense gâteau qui n'en finit pas de se renouveler. Mais va pour «société de consommation». Quid? La chose ne réside pas dans la mise à disposition de quelques-uns, comme cela avait été presque toujours le cas, des trésors d'une gigantesque caverne d'Ali Baba. Il n'a jamais manqué de nantis pour qui consommer était aussi naturel que chasser le renard ou priser du tabac oriental. Ce qui est nouveau, c'est que cette possibilité, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a été offerte à un nombre croissant de gens, qui sont ainsi devenus des nantis, fût-ce de seconde classe. La «société de consommation», chère à Baudrillard et à Morin, est avant tout une société démocratique. Et d'ailleurs, tandis que du côté du monde dit libre l'opulence battait son plein, pendant ce qu'on a pris l'habitude d'appeler les trente glorieuses, du côté des sociétés où régnait un régime appelé curieusement «socialisme réel», les citoyens étaient condamnés à faire

la queue même pour des objets de première nécessité, et n'aspiraient qu'à rejoindre la multitude des repus dont ils découvriraient la béatitude dans les émissions de télévision venant du chaud.

Société d'abondance? Certes, mais pas pour tout le monde. Le pauvre ne s'est jamais fait vraiment rare dans les sociétés riches. Mais pour la majorité des habitants de celles-ci, le monde s'est transformé en une gigantesque halle débordant de biens et de services les plus diversifiés et les plus accessibles. Et bientôt la société de consommation s'est offerte elle-même à la consommation, sous les espèces d'une idéologie apologétique, nourrie de publicité et de mercatique, dans une espèce de boulimie autophagique qui ne semblait devoir rencontrer aucun frein. Consommez, consommez, il ne doit rien rester dans les rayons, car demain on réapprovisionne. La consommation est ainsi devenue une religion: consommateurs de tous les pays, unissez-vous! C'est à qui jouait le mieux le jeu de la péremption programmée, d'une espèce de donjuanisme qui proclamait démodé à midi ce qui était encore d'avant-garde à onze heures. La société de consommation s'est vite muée en société de gaspillage, et si son emblème, au départ, pouvait être une gondole de supermarché, il s'est vite transformé en poubelle.

Mais aussi, il est vrai, société de consolation. Dès 1965, dans son excellent roman *Les Choses*, Georges Perec soulignait combien le trop-plein d'avoir peut suppléer au déficit d'être. Je consomme, donc je suis. Je suis quoi? Un consommateur. Et fier de l'être. Et avide de nouveautés, de trucs qui vous posent un peu là, de bonheurs d'amasser à défaut du bonheur d'exister.

La grande frénésie de la consommation dirigée (par la pub, entre autres) est-elle en train de s'essouffler? Est-ce parce que cet essoufflement commence à ressembler à un rôle que l'on assiste au retour des religions dans ce qu'elles ont de plus primitif et de plus obscurantiste, celle du fric comprise, qui veut persuader les consommateurs que leur avenir consiste à devenir investisseurs? À moins que, faisant écho au *Droit à la paresse* de Paul Lafargue, on ne s'avise que le mieux serait d'apprendre à *jouir* tout simplement. *Horresco referens*: on en a entraîné sur le bûcher pour moins que cela. ▲

Erwin Wurm, *Convertible Fat Car* (Porsche), 2005, Courtesy Xavier Hufkens, Bruxelles.

L'Europe, un continent vieilli condamné au déclin?

CHRISTIAN VANDERMOTTEN*

La population de l'Europe vieillira inéluctablement durant les décennies prochaines, avec une rapide accentuation du phénomène dans les années à venir. Elle correspond à l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du baby-boom de l'après-guerre.

Avec les réserves d'usage en matière de prévisions démographiques sur le long terme, en imaginant une poursuite de l'immigration nette au rythme annuel actuel, modeste, légèrement moins de 1 pour mille, la population européenne, Russie comprise, passerait de 725 millions d'habitants aujourd'hui à moins de 700 millions en 2025 et moins de 650 en 2045, même si le niveau actuel des taux de reproduction se consolidait, voire s'améliorait légèrement. Le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans va dépasser celui des moins de 20 ans avant 2010 et les seniors seront plus de 75% plus nombreux que les jeunes en 2050.

Ce vieillissement serait tout au plus quelque peu freiné si les taux d'immigration nette quadruplaient, pour atteindre ceux enregistrés en Amérique du Nord. Ceci est pour le moins improbable et serait sans doute politiquement non soutenable. Il est d'ailleurs pour le moins paradoxal de constater que beaucoup parmi ceux qui présentent en exemple le modèle américain sont parmi les plus frileux en matière de politique d'immigration en Europe. À moins que ce ne soit pour y attirer sélectivement une main-d'œuvre qualifiée, comme le font d'ailleurs largement les États-Unis (y compris depuis l'Europe), ajoutant le pompage des ressources humaines aux autres formes de transfert des ressources subies par les pays de la périphérie, dans le cadre d'une division internationale du travail soi-disant mutuellement avantageuse, et le justifiant au prétexte que certains de ces travailleurs qualifiés pourraient retourner ensuite dans leurs pays d'origine.

La transition démographique du XIX^e siècle

Impressionnés par les rythmes de croissance économique nord-américains, devenus tendanciellement plus rapides que ceux de l'Europe occidentale depuis le début des années quatre-vingt, des économistes pointent, parmi d'autres facteurs explicatifs, la plus forte croissance et la plus grande jeunesse de la population, qui induiraient une offre accrue de main-d'œuvre, par ailleurs plus flexible, et tirerait la demande.

La mobilisation d'arguments démographiques pour expliquer les performances économiques ne peut toutefois se

faire qu'avec circonspection, et jamais en oubliant le contexte, qui peut, selon les situations, conduire à des conclusions opposées. Sans doute, la transition démographique dans les pays européens au XIX^e siècle, qui s'est traduite par une baisse de la mortalité antérieure de plusieurs décennies, voire d'un siècle, à la baisse de la natalité, avec donc pour conséquence une forte croissance de la population, malgré l'émigration nette que connaissait alors le continent, a-t-elle été un élément favorable à la croissance. Mais le contexte était celui d'un développement très mobilisateur de main-d'œuvre et d'une faiblesse du pouvoir d'achat individuel, de sorte que la croissance de la population, en particulier celle des jeunes ménages, fut un facteur important du soutien de la demande intérieure. Sans doute aussi, la croissance de la population plus forte encore aux États-Unis durant la seconde moitié du XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, peut-elle contribuer à expliquer la vigueur exceptionnelle du développement industriel des États-Unis. Ceux-ci s'imposent comme la première puissance mondiale dès le début du XX^e siècle. Mais en revanche, dans les pays de la périphérie, une forte croissance démographique apparaît aujourd'hui comme un frein parmi d'autres au développement: des rythmes très élevés (qui vont d'ailleurs de pair avec un mauvais niveau d'éducation, celui des filles en particulier) imposent des taux d'accumulation du capital insoutenables dans les pays pauvres, d'autant que les technologies mises en œuvre sont pour une large part celles importées des pays développés, coûteuses en capital –rare– et peu intensives en travail. Cette croissance génère donc un considérable sous-emploi.

Souvent, la démographie a été appelée à la rescousse par les hérauts de la lutte contre le déclin de l'économie ou celui de l'État ou de l'Occident, dans un contexte idéologique parfois douteux. Déjà, le mercantilisme, doctrine économique qui se développe entre le XVI^e et le XVIII^e siècle en même temps que s'affirme l'État royal, lie, comme le fait Vauban en 1706, la grandeur des rois au nombre de ses sujets, dans une économie dont la base reste pour l'essentiel agricole et où la reproduction économique reste une reproduction simple, c'est-à-dire à productivité pratiquement constante.

Si à la fin du XVIII^e et au XIX^e siècle, les malthusiens s'opposent à la croissance de la population, ils expriment les inquiétudes de fractions des classes dominantes confrontées aux conséquences des phases initiales de la révolution industrielle. La pensée libérale ne partage ➤

* Professeur à l'ULB.

généralement pas les thèses malthusiennes et en tout cas s'en éloigne dès que la réalité de la reproduction élargie s'impose clairement: la croissance de la population apparaît comme un facteur favorable à l'élargissement des marchés, un atout dans les luttes entre puissances impérialistes, voire un argument en faveur de l'impérialisme colonial dans le dernier quart du XIX^e siècle.

Chez les sociologues, Durkheim, puis Dupréel considèrent que la croissance de la population favorise la division du travail, la spécialisation et donc la complexité des rapports sociaux, facteur favorable à l'élévation du niveau culturel.

La question démographique est particulièrement à l'ordre du jour en France, où la faiblesse exceptionnelle de la croissance de la population à travers le XIX^e et la première moitié du XX^e siècle est mise en relation avec la faiblesse de la croissance économique et durement ressentie face à la montée en puissance de l'Allemagne. Dès l'entre-deux-guerres (mais aussi sous Pétain!), Alfred Sauvy, très sensible à la question du vieillissement de la population, mobilise une argumentation mathématique-

loppement durable, devient objectif en soi. On sait combien cette mesure est biaisée, ne prend pas en compte les qualités environnementales, les questions sociales, celles du partage et de l'usage du revenu. Déjà pourtant au XIX^e siècle, le Genevois Sismondi protestait contre l'économie politique qui s'intéresse à la richesse sans s'occuper du bonheur de l'homme. Depuis la crise du milieu des années septante et le tournant néolibéral, la croissance du PIB américain ne s'accompagne plus d'aucune amélioration de l'indice de satisfaction de la population. Certes, les taux de croissance du PIB ouest-européen sont maintenant plus faibles que ceux des États-Unis, mais il reste en Europe occidentale, même si ces acquis sont menacés par les conséquences de la mondialisation débridée et de la déification du marché, des garde-fous sociaux, une redistribution des revenus, des valeurs culturelles, une moindre charge environnementale par unité de produit. Par ailleurs, la croissance du produit, même posée en objectif, peut être atteinte par le progrès technologique, l'amélioration de la productivité, des investissements plus résolus dans la recherche scientifique, etc.

Le vieillissement est un progrès social

Si l'on considère que l'économie doit être au service de l'homme, la question du vieillissement et de ses rapports *éventuels* avec un taux de croissance plus faible du PIB, ne peut dès lors être posée en termes d'inquiétude. Tout d'abord, le vieillissement, effectivement inéluctable, de la population doit avant tout être considéré comme un progrès social majeur, et non comme une charge. Il est d'abord le produit historique d'une baisse de la fécondité qui, accompagnant une baisse de la mortalité infantile, rend compte d'une amélioration de la condition des femmes, puis aujourd'hui celui d'une remarquable amélioration de la santé et de l'espérance de vie aux âges élevés, dans une mesure inespérée par les démographes voici quelques décennies. L'une et l'autre sont des victoires majeures, à la fois sur le plan de l'autonomie et de la qualité de vie des individus et sur le plan social.

Ce n'est pas le sacrifice de ces acquis sociaux, au nom d'une économie étudiée comme relevant d'une sphère autonome par rapport à l'homme et à la biosphère et défiée, que l'on doit avoir pour objectif en Europe. Il s'agit au contraire de conforter ces acquis sociaux, pour mieux aborder les conséquences d'un vieillissement, indicateur de qualité de la vie, et non d'organiser leur régression sous le couvert de son agitation comme épouvantail. Sans doute faudra-t-il construire de nouvelles formes de redistribution intergénérationnelles, sans toutefois sacrifier les dépenses de formation des jeunes, mais aussi lutter pour d'autres modèles de redistribution du profit et du produit social, tout en gardant à l'esprit que la consommation des personnes âgées peut aussi être un moteur économique¹.

Il est paradoxal que ce sont souvent les mêmes qui regrettent, au niveau macro-économique, la faiblesse des taux d'activité en Europe et qui n'hésitent pas, à l'échelle micro-économique, à licencier ou ne plus engager des actifs de 50 ans. Tout ceci renvoie à des questions politiques fondamentales, relatives à l'utilité sociale du travail, à sa répartition, à l'aliénation et aux conditions du passage du travail au non-travail parmi des populations âgées, mais bien éduquées et en bonne santé, plutôt qu'à des lamentations réactionnaires sur un déclin de l'Europe ou de l'Occident. Il n'y a pas de déterminisme démographique. ▲

Assemblée générale du CAL

L'importance de l'Europe

PATRICE DARTEVELLE

L'assemblée générale du Centre d'Action Laïque (CAL) a mis l'accent ce 19 mars à Bruxelles sur deux points forts.

Le premier, devenu certes habituel, est la consolidation du CAL. Il ne s'agit pas seulement des possibilités concrètes d'action mais aussi du domaine des idées. Philippe Grollet a exposé les conclusions de l'importante réunion du conseil d'administration élargi lors d'un week-end de travail en 2004. Les deux finalités prévues par les statuts (laïcité politique en vue de la séparation de l'Église et de l'État, laïcité philosophique visant à l'élaboration d'une conception de vie excluant toute référence confessionnelle) sont confirmées et c'est la laïcité philosophique qui est désignée comme vraie source de l'ensemble des actions du CAL.

Au plan pratique, le CAL et ses sept régionales disposent maintenant d'un personnel de 170 personnes (126 relevant de la loi organisant le Centre d'Action Laïque et 44 relevant d'autres crédits). Il y a actuellement 12 implantations régionales ou locales. Dix autres sont prévues d'ici la fin de 2007.

Le second point essentiel a été mis en évidence par Georges Liénard, *past president* du CAL et secrétaire géné-

ral de la Fédération humaniste européenne (FHE). Il a montré à quel point le niveau européen de décision était devenu, même pour des matières réputées nationales, le lieu essentiel des décisions.

La FHE a fait l'impossible pour lutter contre l'influence des Églises dans la Constitution européenne. Si le bilan n'est pas parfait, il faut admettre qu'un barrage laïque a imposé des limites à des Églises qui ne s'y attendaient pas.

Le récent échec au Parlement européen de ceux qui voulaient introduire dans le budget de l'Union un important crédit pour une nouvelle édition des Journées mondiales de la Jeunesse en Allemagne n'est évidemment pas tombé du ciel (!). Le mouvement laïque y a largement contribué.

In fine, les 70 électeurs présents ont réélu comme membres du conseil d'administration: Irma Bindelle, Sara Capelluto, Patrice Dartevellle, Jean-Antoine De Muylder, Ariane Hassid, Jacqueline Herremans, Jean-Marie Jusniaux, Georges Liénard et Jacqueline Luc.

Deux nouveaux membres y font leur entrée: Évelyne Lentzen et Dan Van Raemdonck. Henri Cornet y revient après une absence de quelques années. ▲

Le SLCD en Afrique

Une école pour s'en sortir

C'est son premier quart de siècle que le Service Laïque de Coopération au Développement (SLCD) fête cette année. Créé en 1980 au sein de l'ULB, le SLCD est une ONG membre du Centre d'Action Laïque et a pour objectif de contribuer au développement des populations les plus démunies¹, sans distinction d'aucune sorte, en participant à des projets de développement stables et durables, afin de permettre aux individus de vivre libres et dignes dans une société équitable. La soirée s'est ouverte avec la projection d'un documentaire, *Pour s'en sortir*, réalisé et monté par Quentin Van de Velde², qui nous montre la création d'un centre de forma-

© CLAV

tion et d'insertion économique de jeunes filles dans le village de Niakhar, au Sénégal. L'équipe du tournage est partie pendant dix jours à Dakar et à Niakhar dans des conditions très pénibles. *«La nuit nous dormions sur un matelas très dur posé sur le sol et nous étions envahis d'insectes mais l'accueil était excellent et nombreuses étaient les personnes prêtes à collaborer*, nous raconte-t-il. *Ils ont fait un travail incroyable là-bas, c'est exceptionnel pour l'Afrique d'avoir réussi à créer une école en trois ans à peine*». Le documentaire nous expose les témoignages troublants de jeunes filles de Niakhar, envoyées très jeunes à Dakar, comme une majorité de filles du village, pour gagner de l'argent afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. *«Les jeunes filles qui acceptent de parler de leur expérience à Dakar sont rares car elles en reviennent souvent droguées, malades ou enceintes*», nous dit Quentin Van de Velde. *«Elles sont parfois rejetées par leur propre famille et leur réinsertion au sein du village est souvent très difficile*».

Un débat animé par Paul Danblon, président du Centre Laïque de l'Audiovisuel, autour du thème: *La coopération, réalité ou illusion?* a permis de souligner l'importance du développement des partenariats avec les populations démunies, sans sentiments de pitié ou de compassion.

C. L. (st.)

Pour s'en sortir, VHS et DVD de 26 minutes coproduit par le CLAV, le CAL, le SLCD et avec le soutien de la Région wallonne et du CGRI. Informations: 02/627 68 40 ou clav@ulb.ac.be

¹ Les zones d'intervention du SLCD sont l'Afrique centrale (R.D. Congo, Rwanda, Burundi), l'Afrique de l'ouest (Sénégal, Burkina Faso, Cameroun), le Moyen-Orient (Liban) et le Vietnam.

² Directeur audiovisuel du Centre d'Action Laïque.

¹ Notons que le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans croîtrait en Europe entre 2005 et 2050 au taux annuel moyen de 0,9%, ce qui est loin d'apparaître comme insupportable même dans la logique de l'économie dominante si l'on table sur une croissance moyenne du PIB de 2,5 à 3%.

Réflexions sur le contrat stratégique

Il y a loin de la coupe aux lèvres

CLAUDE WACHTELAER*

Nous sommes en 2005 et le bilinguisme n'a pas vraiment progressé. Pourtant, l'injonction de Mme Onkelinx «*tous bilingues en l'an 2000*» en a-t-elle fait couler de l'encre et de la salive médiatique! Depuis, on a aussi eu droit à d'autres déclarations aussi tranchées comme «*plus de devoirs à domicile*», «*plus de listes d'attentes aux inscriptions*», «*deux heures de psychomotricité par classe en maternelle*», etc.

Le contrat stratégique pour l'école porte en lui les mêmes espoirs et génère le même scepticisme auprès des acteurs de terrain. Présenté d'emblée –et à tort– par les médias comme une décision de l'Exécutif alors que le document sorti le 21 janvier 2005 mentionne sans ambiguïté qu'il s'agit d'un texte à négocier dont la mise en œuvre s'inscrit sur huit ans, il va très probablement aussi nourrir les frustrations ambiantes et alimenter les cahiers de revendication. Il y a trente ans que cette situation dure et qu'elle décourage les enseignants. Il doit y avoir une raison à cet état de fait.

D'autres que moi s'exerceront certainement à décortiquer les nombreuses propositions contenues dans ce volumineux projet qui risque fort de connaître le même sort que d'autres avant lui. Je voudrais essayer de comprendre pourquoi, en me distançant des schémas d'analyse clas-

siques et en retournant aux origines et aux évolutions de notre système scolaire.

Peut-on réformer un système sans en connaître l'histoire? Depuis la création de l'État belge, l'enseignement fonctionne selon le principe de la liberté absolue. Cette revendication de l'Église catholique fut inscrite dans la Constitution en 1831 et a longtemps été la seule chose que la charte fondamentale disait en matière d'enseignement. Ce choix a, pour près d'un siècle, relégué l'État dans un rôle supplétif en matière d'éducation. Le service public d'enseignement fut, quant à lui, assumé par les pouvoirs publics locaux ou régionaux (communes et provinces) et chacun connaît les efforts de la ville de Bruxelles et de tant d'autres en cette matière.

Autre principe longtemps considéré comme sacré: l'autonomie pédagogique des pouvoirs organisateurs. Les ministres successifs n'ont, jusqu'il y a une trentaine d'années, que très peu influencé les choix pédagogiques des écoles ou des pouvoirs organisateurs.

Congrégations religieuses, du côté catholique, communes et provinces du côté officiel ont donc, de manière autonome, assuré la scolarisation de la grande majorité des élèves jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. De manière très concurrentielle bien sûr, parfois très hostile, aussi. Les deux guerres scolaires qui ont balisé notre histoire, pour oubliées qu'elles sont aujourd'hui, ont été des événements aussi importants que nos problèmes linguistiques.

Une histoire particulière

L'histoire de l'enseignement belge est donc, et on ferait bien de ne pas l'oublier, fondamentalement différente de celle de notre grand voisin du sud. Pas de grand ministère de l'éducation nationale, pas de réelle culture de l'instruction publique avec ce que cela connote de références républicaines. Utiliser les mêmes manuels de Bruxelles à Arlon, les mêmes grilles horaires de Liège à Mouscron est profondément en décalage avec notre culture pédagogique. Et ceci se reflète dans de nombreuses pratiques dont la plus évidente est la liberté totale dont le chef de famille dispose pour choisir l'école de ses enfants. Pas de «carte scolaire» qui obligerait ceux-ci à fréquenter l'école du quartier, pas d'orientation scolaire contraignante, même en cas de handicap avéré.

Le Pacte scolaire de 1958 constitue un tournant déterminant dans l'histoire de notre enseignement. Afin de garantir la paix scolaire, le législateur a pris sur lui d'assurer toujours davantage l'égalité financière entre les réseaux. L'école belge est donc devenue ce «gouffre financier» dénoncé par les partisans de l'austérité. Cette vision est largement inexacte mais il faut convenir que certains gaspillages existent et que la complexité du système rend les économies indolores compliquées à mettre en œuvre.

L'adage voulant que celui qui paye le violoniste choisisse la musique, la porte de l'ingérence du pouvoir subsidiant venait de s'ouvrir, et les économies douloureuses n'ont, elles, pas manqué. D'autres évolutions ont suivi. La sécularisation de la Belgique a amené la disparition quasi complète des religieux dans les écoles catholiques, effaçant ce qui constituait une des différences les plus perceptibles entre les réseaux. L'apparition du Front commun syndical a contribué à la déparisation dans le secteur. L'invasion du psycho-pédagogisme a dépossédé progressivement les enseignants de base de leur légitimité. Le consumérisme scolaire, enfin, a transformé l'école en service aux clients (élèves, parents) au détriment de sa mission d'instruction publique, ou pour l'enseignement catholique, de transmission du message chrétien.

Résultat: trente ans de réformes, initiées du sommet, peu ou pas concertées et imposées aux acteurs de terrain à grand renfort de paperasses (circulaires, décrets, etc.). Trente an-

nées d'illusionnisme politique consistant à faire croire que tout ira mieux après la réforme en cours qui, quasi inéluctablement, est remise en cause par le ministre suivant ou asphyxiée par le manque chronique de moyens financiers. Des directeurs débordés, des pouvoirs organisateurs dépossédés de leur pouvoir au profit de structures dont la légitimité n'est pas toujours apparente et, pour résultat, un enseignement dont on ne cesse de dire qu'il n'est pas performant.

Puisque ce désordre nous dépasse, feignons d'en être les organisateurs. Cette phrase pourrait servir de leitmotiv aux dirigeants de l'enseignement francophone. En fait, la clé de cet apparent blocage semble résider dans une cause insuffisamment mise en évidence dans les débats sur l'enseignement. Depuis trente ans, la politique francophone en cette matière s'obstine à pousser le système scolaire dans une mauvaise direction et, forcément, au lieu de marcher mieux les choses vont moins bien¹. Depuis vingt ans, lorgnant vers le modèle français, les ministres travaillent à rendre le système scolaire plus «homogène». Alors que la concurrence entre réseaux était la règle, on tend vers un égalitarisme républicain qui ne correspond ni à notre tradition ni aux structures. Cette ambition ne se réalise qu'à coup de directives diverses et de contraintes multiples parce que, par ailleurs, prisonnier de la nécessité bien belge de faire des compromis, le législateur laisse subsister les contradictions du système. Qui peut expliquer pourquoi on veut rendre les écoles plus semblables (tronc commun prolongé, population

plus homogène, etc.) tout en insistant autant, comme le fait le Décret Mission, sur l'importance du projet d'établissement? Tout observateur de bonne foi devant bien entendu admettre que celui-ci constitue potentiellement un outil de différenciation des écoles? De même, quelle logique peut-on trouver dans le discours sur le rôle des directions dans le recrutement des enseignants quand on sait que cette matière est cadencée par les statuts et qu'il est infiniment plus facile de changer un fonctionnaire communal de service qu'un enseignant communal d'école!

Les réseaux eux-mêmes semblent poser problème. Ils seraient générateurs de surcoûts. Alors on a inventé des concepts comme l'inter-réseaux ou les concertations (zones, bassins). Résultat, les réseaux existent toujours (et pour encore longtemps) mais les responsables de l'enseignement perdent leur temps dans des réunions, le plus souvent inutiles, où, après avoir sacrifié à la nouvelle lubie du législateur, chacun retourne travailler chez soi comme si de rien n'était. Le sort qu'a connu le seul vrai projet de dépassement des réseaux, l'école pluraliste, dont la trace ne se retrouve plus que dans un ou deux articles de la «loi dite du Pacte scolaire», oubliée de tous, devrait avoir raison de toutes les illusions dans ce domaine.

Impuissance politique

Je crains donc que l'impuissance du politique à imposer une vraie grande réforme allant vers le modèle français (centralisme de la décision,

uniformisation de l'offre d'enseignement, etc.), couplée à son obstination à penser à la place des Pouvoirs organisateurs, n'enlève, et pour encore longtemps, notre enseignement dans un tissu de décisions contradictoires. On ne peut que partager l'avis du secrétaire général du Segec quand il estime que le contrat stratégique «manifeste une confiance dans le décret et la réglementation qui fait peine à voir!» et comprendre que le Conseil de l'enseignement des communes et des provinces ait refusé de signer la déclaration commune dont le contrat est l'amplification.

La réactivité aux réalités de terrain est d'autant plus grande que l'on est proche de celui-ci, ce que le modèle finlandais tant vanté après PISA semble avoir parfaitement compris. Les pouvoirs organisateurs sont soucieux d'être proches des besoins de leur public et leur appel à être entendu et respecté est d'autant plus légitime qu'ils assument encore une part déterminante du financement et de la responsabilité de l'organisation. Mais cet engagement en faveur de l'enseignement ne manquera pas de décroître en proportion de l'interventionnisme ministériel. Dans son dernier ouvrage, Philippe Meirieu affirme que pour sortir efficacement de l'ornière, l'école française est face à un choix: nationaliser totalement l'enseignement privé ou privatiser complètement l'enseignement public. Le contrat stratégique, comme l'âne de Buridan, hésite (en penchant un peu vers une nationalisation que la CFWB n'a ni les moyens politiques ni les ressources financières de s'offrir), on sait ce qu'il en advint.

Lors des consultations qui se sont déroulées l'an dernier les enseignants ont clairement réclamé un moratoire pour les réformes, et les pouvoirs organisateurs ont, quant à eux, insisté pour que leur point de vue soit mieux pris en compte. Ces points de vue ont été relayés par la Commission de pilotage elle-même. On y répond par quatre-vingts pages de projets et de réformes potentielles, étrange démarche!

Dans la mesure où le contrat s'obstine dans l'erreur centralisatrice et où il n'y a pas vraiment beaucoup d'argent pour payer le violoniste, l'échec semble prévisible. La frustration de la profession continuera à croître et, dans le contexte de la pénurie d'enseignants, on finira par se demander avec quelle armée on va gagner cette grande bataille de l'éducation. ▲

¹ C'est pourquoi je ne suis pas plus convaincu par l'analyse de Nico Hirtt (*Espace de Libertés* n°330) que par le contrat stratégique. Dans une Belgique bien plus réformatrice que révolutionnaire, espérer mettre fin à la liberté de choix des parents ou instaurer une véritable école unique jusqu'à 16 ans relève de l'utopie la plus totale.

Sexualité

Conduites à risque des ados ou des adultes?

OLIVIER SWINGEDAU

L'adolescent adopterait, de plus en plus, des conduites à risque en matière de sexualité, semblant superbement ignorer les moyens de se protéger; par ignorance... ou pour embêter ses parents et la société. Une telle idéologie culpabilisante permet de fonder une politique de la santé de style hygiéniste qui se retrouvera aussi bien dans des mises en garde au JT du soir ou des émissions orthodoxes «pour ados», que via de lourdes campagnes proposant la distribution de kits de préservatifs: *«mais attention, pas plus de trois par personne et par mois! Sinon, gare...»*.

Pour Jean-Yves Hayez, pédopsychiatre, «cette affirmation à propos des effets positifs de la gratuité des préservatifs et des campagnes de sensibilisation est un effet d'annonce de type politicien. La société normative balance des «réponses» assez conformistes en utilisant l'effet de désirabilité... Les jeunes ne peuvent pas faire la part, évidemment, des facteurs de dissuasion les plus actifs, qui sont d'ailleurs en partie inconscients, comme la transgression».

Heureusement, tout le monde ne partage pas ce goût immodéré pour les phénomènes de mode, fussent-ils porteurs d'ambitions personnelles... D'autant qu'il faut bien remplir les canards.

J.-Y. Hayez: «aux yeux de beaucoup d'adultes (qui sont souvent aussi parents, quelle coïncidence!) “les ados” oscillent comme des girouettes entre la tentation de l'angélisme et celle du “petit diable” ou du “diable

majeur”. Inutile de préciser que la réalité se situe quelque part entre les deux, c'est un lieu commun... Par contre, les comportements à risque qui ont, de tout temps, existé, se modifient au gré de l'évolution socio-psycho-économique. Je vois et j'entends, effectivement, des choses que je n'aurais pas forcément vues voici vingt ans... Mais si la forme évolue –peu, d'ailleurs– le fond, lui, reste le même. Vous le retrouverez dans tous les ouvrages un peu sérieux de psychologie de l'adolescent».

Conduites à risque?

Pour Pierre G. Coslin, auteur fondamental des «Conduites à risque à l'adolescence»*, les adolescents et l'adolescence sont au centre de l'actualité et il y a de fait une forte demande d'informations concernant les jeunes que la société comprend mal et ne parvient pas à... réguler? D'où un appel de plus en plus important adressé à la psychologie. Selon Coslin, «l'une des thématiques les plus souvent évoquées à propos des jeunes concerne leurs comportements à risque, qu'il s'agisse des accidents, des limites qu'ils franchissent vis-à-vis d'eux-mêmes et de la société, ou de leurs transgressions. Le phénomène des conduites à risque à l'adolescence a reçu de nombreuses interprétations: historique, psychologique, quête d'autonomie et d'indépendance, transgression de la norme –avec les risques de délinquance– ou de conflits familiaux. Ces conduites à risque sont très diversifiées, certaines sont déviantes, d'autres non. Il est dif-

ficile de distinguer la limite, d'autant que cela varie selon les personnes».

Coslin présente les concepts de risque et de conduites à risque et les comportements pouvant leur être associés lors de l'adolescence. Il recense aussi les différents comportements à risque présentés par ces jeunes, et leur approche psychologique et sociologique: risques associés à la vie domestique, à la pratique sportive, à la circulation routière, à la santé... et à la sexualité. D'autres comportements sont plutôt empreints de déviance sociale: fugues et errances, galère, tentatives de suicide, alcoolisation abusive et consommation de drogues licites ou illicites. Enfin ceux constituant des infractions à la loi ou des inadaptations à la vie scolaire - déscolarisation, incivilités ou violences. Bref, la conduite à risque «sexuelle» n'est qu'une parmi d'autres.

Pour Jean-Yves Hayez, les «conduites à risque» adolescentes existent et n'évoluent guère, ni dans leur fréquence... ni dans leur degré de dangerosité. Oui, l'ado fait l'amour un peu plus jeune, il/elle a davantage de partenaires, et la pratique pédopsychiatrique met donc aussi en évidence certaines «nouveau-tés» consubstantielles aux conduites à risque: «J'ai vu un couple sexuellement actif de moins de 13 ans, déterminé à durer toute une vie. Des cas très minoritaires qui ne m'inspirent guère d'inquiétudes. Par contre, la tendance complaisamment relayée par certains médias (radiophoniques?) «pro-jeunes» à ce qu'on appelle aujourd'hui «l'éclate»: la baise dure, sans nécessairement de sentiments –quels qu'ils soient d'ailleurs– avec pénétration, sans protection, constitue un vrai danger à la fois pour –et par– la personne: MST, grossesse, sida... Oui, là, il y a vraiment matière à s'inquiéter. Surtout si l'ado ignore l'état de santé de son (sa) partenaire, évidemment! La réprobation sociale sera également d'autant plus importante, de même que pour la proportion –minoritaire– d'ados pour qui la sexualité est synonyme d'explorations bizarres, «malsaines», disons «pas courantes»: ici c'est plutôt le danger d'évolution perverse: s'exhiber –ou exhiber son/sa partenaire– dans un «blog» par exemple, ou se «fixer» sur certaines images pornographiques qu'on ruminera sans cesse... En général sans pouvoir/vouloir passer à l'acte».

D'où une frustration renforcée par l'aspect virtuel qui invite à l'illusion du «tout-possible». Mensonger, bien

sûr. Ces fantasmes reposent sur des scénarios parfois idéalistes, parfois choquants pour l'adolescent lui-même, mais qui constituent des passages obligés vers l'épanouissement de sa personnalité selon A. Braconnier*.

Parents: la tentation du parasitisme anxieux

L'adolescence est souvent vécue (par les parents!) comme une période angoissante où la problématique du sexe est omniprésente. Le/la jeune adolescent(e) de treize ans se risque parfois à parler de son premier vrai baiser à ses parents... mais pas de sa première masturbation. Le baiser riche en sensations qu'Alain Braconnier appelle le «symbole de l'accession à la sexualité adulte» n'a plus rien de tabou, et l'ado en sera peut-être même fier(e): les confidences à papa/maman sur le sujet sont fréquentes... à ce moment-là!

Mais tout change au stade de la première relation sexuelle. Le «scénario» si longtemps attendu n'appartient qu'à l'ado. À ce stade, il se sent devenu adulte à part entière: inutile alors de chercher à suivre de trop près sa vie sexuelle et amoureuse, sous peine de devenir intrusif. Piontons en effet à ce moment de la vie la soif de sollicitation anxieuse (surtout de la part des mères)... qui constitue elle-même un risque.

Car où est la conduite à risque? Au niveau d'ados trop curieux, trop impulsifs ou vaguement perturbés, ou au niveau de parents déboussolés, déconnectés de leur propre vie, voire complètement névrosés: les ouvra-

ges cliniques regorgent d'exemples manifestes de parasitisme anxieux menant l'ado (voire le pré-ado) à «avouer» des conduites ou comportements à risque... inexistantes ou très partiellement étayés pour «faire plaisir» à une mère dépressive (par exemple) qui a le triomphe du désespoir...

Un peu de sérénité

Il ne faudrait cependant pas pour autant «retourner» d'office certains «modèles» comportementaux nécessaires à la cohésion: l'adolescence est tout de même également l'âge où les comportements à risque commencent à prendre leur sens. Qui n'est jamais unique. Pour Jean-Yves Hayez, «il convient de faire la part des choses entre les appréhensions parentales et la réalité –incontournable– de l'adolescence, qui est souvent moins sulfureuse qu'il n'y paraît. Il est souhaitable de n'être pas secret mais discret sur sa propre vie sexuelle, pour ne pas parasiter l'enfant. Les parents peuvent facilement aborder la question de la sexualité via les précautions d'usage concernant la contraception et la prévention des MST... L'éveil à la sexualité se produisant à un âge de plus en plus précoce, il faut être en mesure d'accueillir la “nouvelle” de manière adéquate, sans blâmer, ni s'affoler. Il est regrettable de constater que beaucoup trop d'adolescentes se sentent obligées de consulter anonymement au planning familial car le dialogue est bloqué dans la famille. Et surtout, les parents doivent délivrer un message positif sur la sexualité, car tout adolescent a besoin d'être rassuré dans un domai-

Luc Dondeyne, *Living Tomorrow*, 2005, huile sur toile, Courtesy Galerie Transit, Mechelen (Art Brussels 2005).

ne qu'il découvre fébrilement, avec quelques inhibitions... Mais arrêtons avec ces chiffres, ces statistiques, ces tentations hygiénistes et ces études incessantes et surtout inductrices. Ce qui m'inquiète davantage, c'est le caractère désincarné de la “rencontre Internet” avec son lot de risques. Risques de tromperie, de présentation méprisante, méprisable et/ou avilissante de la vie sexuelle... par des adultes mais pour des ados. Attention aussi à ces radios “jeunistes” animées par des abrutis qui sont contents “quand les ados s'éclatent bien”». ▲

Sex'primer, sex'périmenter

Pourquoi la voix des garçons se métamorphose-t-elle à la puberté? Pourquoi les filles saignent-elles la première fois qu'elles font l'amour? Comment mettre un préservatif? Dans quel cas peut-on utiliser la pilule du lendemain? Comment contracte-t-on une MST? Qu'est-ce qu'un centre de planning familial?... L'adolescence est une période particulière de la vie où l'on se pose des milliers de questions qui restent parfois sans réponses par peur d'aborder certains sujets.

C'est pour cette raison que les Mutualités socialistes et la Fédération des centres de planning familial des FPS* se sont associés pour éditer une petite brochure d'information à destination des jeunes, *Sex'primer, sex'périmenter*, ainsi qu'un dépliant intitulé *Contraception*. La première aborde avec beaucoup d'humour et de témoignages de nombreux tabous tels que la fameuse première fois, la masturbation, l'homosexualité mais également la contraception, l'interruption de grossesse et les maladies sexuellement transmissibles. Le rôle des centres de planning familial, des adresses utiles et un petit lexique occupent les dernières pages de ce guide. Quant au dépliant, réalisé pour être glissé facilement dans la poche d'un jean, il présente brièvement les différents modes contraceptifs existants, les avantages et inconvénients, les prix, les adresses utiles... Ces deux publications utiles et amusantes enseignent au jeune que les transformations dont il est l'objet sont normales et lui permettent d'apprivoiser petit à petit l'amour et la sexualité.

C.L. (st.)

* Femmes prévoyantes socialistes.
Guide solidarité santé: *Sex'primer, sex'périmenter*, édité par les Mutualités socialistes et la Fédération des centres de planning familial FPS, mars 2005. Disponible gratuitement dans un centre de planning familial ou sur internet: www.mutsoc.be
Le dépliant *Contraception*, édité par les Mutualités socialistes et la Fédération des centres de planning familial, 2^e édition, mars 2005. Également pour en savoir plus sur l'interruption volontaire de grossesse: *Question de droit: L'interruption volontaire de grossesse*.

Les prisonniers du boulot feront de vieux os

Un entretien avec Géry Coomans

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL MARTIN

En mars, les Vingt-Cinq ont relancé la Stratégie de Lisbonne sans grand génie. Un atlas révèle nos besoins en termes de travail, de démographie et d'éducation.

Expert indépendant, le Belge Géry Coomans fut associé par la Commission européenne aux travaux qui allaient conduire en 2000 au lancement de la Stratégie de Lisbonne. Celle-ci prétendait donner à l'Union l'économie de la connaissance la plus compétitive de la planète d'ici 2010. Le plein emploi devait en résulter. Mais l'évolution de la conjoncture associée au manque de volonté des États membres de collaborer ensemble a tué dans l'œuf ces belles ambitions. Aujourd'hui, si l'Union européenne est revenue à plus de modestie, les réalités de notre époque n'en restent pas moins présentes. Et les questions qu'elles soulèvent inchangées. Comment sortir de la spirale du chômage? Comment pallier le vieillissement de la population? Quels seront les usages du marché de l'emploi de demain? L'Atlas of Prospective Labour Supply* de Géry Coomans offre une foule de réponses à ces interrogations pressantes.

Si l'on admet que la croissance économique est à l'origine de la créa-

tion d'emplois, que faire pour la maintenir sachant que la population en âge de travailler n'a de cesse de diminuer?

Géry Coomans: Lorsqu'on fait des approches systématiquement comparatives, on s'aperçoit qu'il y a une série de pays qui abordent ces questions avec des politiques différentes. Elles ne sont pas pour autant contradictoires. Voici deux cas extrêmes. D'une part l'Espagne; d'autre part, la Finlande. La Finlande –où il y a eu un baby-boom très important après la fin de la guerre– fait face à un vieillissement de la population active très important. Partant d'un taux d'emploi relativement élevé, les Finlandais ont progressivement pris conscience du problème et ont mené une politique en nette rupture avec ce qui se faisait avant. Prenons l'exemple des travailleurs âgés. En Europe, la moitié de ce qu'on appelle les «travailleurs vieillissants» (55-64 ans) ont un niveau d'éducation limité au cycle inférieur du secondaire. Globalement, on peut dire qu'ils appartiennent à ce que l'on appelle –souvent à

tort– les non-qualifiés. Cette génération-là a payé un prix considérable à la restructuration économique. Par rapport à ce problème, la Finlande a affirmé haut et fort que *«l'expérience est une richesse nationale»*. Elle a mené une politique extrêmement moderne et innovante, qui a consisté à mobiliser tout ce qui existe sur le marché du travail.

Ce programme ne s'est donc pas arrêté à une catégorie de la population, mais l'a embrassée dans son ensemble?

Oui. D'une part, les travailleurs vieillissants. D'autre part, les femmes pour autant qu'il existe encore des marges pour les «activer» davantage. Mais aussi des jeunes, des immigrés, des handicapés. C'est une politique destinée à aider chacun, et cela sur une base et une approche personnalisées. Pas une approche bureaucratique où une norme vous met d'un côté ou de l'autre du marché du travail. Le cas de chacun est considéré afin qu'il soit réintégré dans la population active.

L'Espagne a elle aussi connu sa part de problèmes démographiques. Et pourtant, la vitesse à laquelle elle a réussi à rattraper ses voisins sur le plan économique est époustouflante.

À l'opposé de la Finlande, l'Espagne est un pays qui a connu des évolutions démographiques extrêmement préoccupantes jusqu'il y a peu. Le taux de fécondité était descendu dans les années 1990 à 1,15 enfant par femme, ce qui est à peine la moitié de ce qu'il faut pour assurer le renouvellement des générations. Mais parallèlement, il y a eu chez les jeunes un effort formidable d'investissement éducatif qui s'est traduit par une nette hausse des niveaux éducatifs. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, plusieurs régions d'Espagne sont à ce point de vue égales à ce qu'on peut trouver de mieux en Europe.

Cette évolution en entraîne d'autres, comme le report de l'émancipation de ces jeunes.

Effectivement. La hausse du niveau éducatif des jeunes Espagnols a eu un prix par rapport à la fécondité: étudier longtemps, cela veut dire rester plus longtemps au domicile parental, reporter à plus tard la création d'une famille et les naissances. Reste ce paradoxe, celui d'un pays confronté à une situation singulière: menacé d'un déclin démographique d'une part, il a connu simultanément une formidable croissance du niveau

Il importe pour les entreprises de juguler le coût du *turn over* de plus en plus élevé par des politiques de motivation.

éducatif qui lui a permis d'assister à une croissance de l'emploi. Il y a eu de moins en moins de jeunes non qualifiés et cela a créé un appel d'air pour une immigration non qualifiée. Celle-ci se situe actuellement au niveau des taux traditionnellement très élevés du Canada ou de l'Australie. L'Espagne est devenue un pays d'immigration massive, absorbant un quart de million d'étrangers par an et dont la moitié vient d'Amérique latine.

Et la Belgique?

Son taux d'emploi est sensiblement inférieur au taux d'emploi moyen en Europe. La moyenne belge est de 60% mais elle n'est que de 55% en Wallonie. Il y a là en théorie des réserves à mobiliser. La «meilleure part» étant celle qui a atteint un taux éducatif élevé, celle qui connaît déjà un taux d'emploi plus important. Le problème en Wallonie concerne les moins qualifiés. C'est là que l'on paie le prix de la reconversion industrielle. Il reste que la Belgique fait partie de ce petit nombre de pays où la progression est tout à fait sensible. La croissance du niveau éducatif est également un phénomène très net en Belgique.

C'est plutôt une bonne nouvelle.

Oui, mais nous allons tout de même devoir payer un prix à la baisse de fécondité qui a commencé au milieu des années septante, en Belgique comme dans les pays voisins. Quoi que l'on fasse, quelle que soit l'amélioration du niveau éducatif, on va au devant de problèmes au cours de la décennie à venir. Mon atlas essaie de repérer le moment où la tension deviendra de plus en plus forte. Mais nous ne sommes pas seuls dans ce cas: la descente du taux de fécondité sous le seuil de remplacement est un phénomène mondial. Il n'y a que deux régions où la croissance démo-

graphique continuera à être soutenue: l'Afrique noire et la partie ouest de l'Asie, notamment le Yémen où la population explose.

Votre atlas observe aussi d'importants changements de tendance dans le rapport entre travailleurs qualifiés et entreprises.

Depuis deux siècles, les grandes croissances démographiques de l'humanité ont engendré des marchés du travail ouverts. Toute l'organisation économique s'est aussi construite par rapport à cela. Aujourd'hui, au plan mondial, il est clair qu'il y a un changement d'attitude face au travail. Des comportements sont lumineux à cet égard: au Japon par exemple, le nombre des jeunes de 15 à 24 ans a diminué d'un quart en quinze ans. Mais il y a eu aussi une formidable progression des niveaux éducatifs. Parmi la jeune génération apparaissent désormais de que l'on appelle des *«freeters»*, des jeunes qui «zappent» l'employeur à la première occasion. Cela pose aux directeurs des ressources humaines des problèmes considérables. Aux États-Unis comme en Europe, les DRH sont tétanisés face à ces phénomènes. Et puisque nous n'allons plus vers des marchés structurellement ouverts –c'est-à-dire abondants, où l'employeur a une marge élevée dans la fixation des prix– les peu qualifiés vont continuer à alimenter le chômage.

Concrètement, comment ce passage d'un marché ouvert en marché fermé se marque-t-il?

Beaucoup d'employeurs sont sous une pression considérable. Jadis, certains avaient développé parallèlement à leurs activités des mesures sociales qui, dans beaucoup de cas, ont fini par s'imposer. Actuellement, on assiste à des choses assez semblables. Les formations tout au long

de la vie ou le développement des compétences commencent à être prises en charge par toute une série d'entreprises. Il importe pour elles de juguler le coût du *turn over* (la rotation des travailleurs) de plus en plus élevé et d'avoir des politiques d'*employees retention*. Une entreprise américaine a offert une BMW à chacun de ses employés!

N'est-ce pas là des systèmes de motivation déjà bien connus, sinon dépassés?

C'est vrai. Mais il faut se rendre à l'évidence que l'ampleur de ces nouvelles pratiques va au-delà des simples politiques de motivation. Elles rendent la personne plus importante dans l'entreprise qu'auparavant. Avant que l'industrie n'organise la «substituabilité» des travailleurs, des grandes entreprises leur assuraient une large gamme d'avantages annexes. Elles allaient jusqu'à intégrer une série de fonctions sociales dans l'entreprise. Comme au Grand Hornu. On voit que, de nos jours, certaines entreprises commencent à redévelopper cela, abstraction faite bien sûr du paternalisme.

Dans le cas espagnol, vous avez parlé de l'immigration économique. La tendance actuelle voudrait en faire une sorte de panacée, la solution suprême au vieillissement de la population. Est-ce vrai?

Certainement pas. Car cette immigration devrait être considérable pour contrer un vieillissement qui n'est pas simplement lié à nos calendriers passés, mais aussi au fait que l'espérance de vie est de plus en plus longue. Certains démographes soutiennent qu'une fille sur deux qui naît aujourd'hui attendrait l'âge de 100 ans. Cela étant, l'enjeu véritable à propos de l'immigration est de savoir ce qu'on en fait. Quelle que soit la qualification, il est clair qu'en Espagne, le taux d'emploi des immigrés est supérieur au taux d'emploi des nationaux. Ce qui veut dire qu'il y a d'emblée une intégration par l'emploi qui est largement supérieure. En Belgique ou en France, c'est l'inverse. Donc, une immigration économique, oui, s'il y a intégration par l'emploi. Sinon, cela supposerait que l'on majore le nombre d'immigrés avant qu'il y ait une véritable contribution au travail. ▲

Pour la Finlande, *«l'expérience est une richesse nationale»*. Elle a mené une politique extrêmement moderne et innovante, consistant à mobiliser tout ce qui existe sur le marché du travail.

* Atlas of Prospective Labour Supply n'est théoriquement pas en vente dans les librairies. Il peut être en revanche consulté sur le site <http://www.geolabour.com>

Congo

Quand la mémoire coloniale se heurte au poids du présent

COLETTE BRAECKMAN

Auschwitz, Buchenwald, la guerre du Viêtnam, le génocide cambodgien... C'est le temps du souvenir, de la repentance. Pas une semaine ne se passe sans que les traces du passé ne refassent irruption dans l'actualité. La mémoire coloniale ne fait pas exception. Elle aussi est revisitée, réécrite, à l'occasion de plusieurs anniversaires, les 175 ans d'existence pour la Belgique, les 120 de la fondation de l'État indépendant du Congo, qui donna naissance à l'actuelle République démocratique du Congo.

Parallèlement à l'exposition du Musée de Tervueren*, consacrée à la mémoire coloniale, des débats d'un autre siècle sont ranimés, les pamphlets de Mark Twain, comme sa lettre à Léopold II, sont réédités, montés en pièce de théâtre. Même le ministre belge des Affaires étrangères, lorsqu'il s'adresse aux Congolais d'aujourd'hui, n'hésite pas à s'inspirer de Conrad, qui décrivait le Congo comme «le cœur des ténèbres» tandis que, face aux critiques renouvelées (du côté britannique et américain) à l'encontre de l'entreprise de Léopold II, on voit les associations d'anciens coloniaux réagir avec vigueur et indignation, comme si leur propre action sur le terrain, qui se situe généralement dans l'immédiat après-guerre, était mise en cause de manière insupportable...

Culpabilité collective

Que se passe-t-il? On a le sentiment que le millefeuille de l'histoire se fracture et se brise, que les périodes

© Marie-Françoise Plissart, *Kinshasa, the imaginary city*, Kinshasa, collage, 1,20 x 1,80 m., 2000, 9^e Biennale d'architecture de Venise, (Vlaams Architectuurinstituut). Exposition *Kinshasa* au Palais des Beaux-Arts, Bruxelles, du 3 juin au 4 septembre 2005.

s'entrechoquent et que des débats hier occultés, ou couverts par une bonne conscience qui ne voulait retenir que les aspects positifs de l'œuvre coloniale, soudain se greffent sur une sorte de culpabilité collective. Dans ce contexte plus passionnel qu'on ne l'aurait cru au regard du temps écoulé, l'exposition du Musée de Tervueren tente de faire la part des choses, sans complaisance mais sans acharnement non plus, au risque de mécontenter tous ceux qui auraient souhaité que fût plus offensive, plus décapante cette relecture, ou plutôt cette mise en situation de l'histoire. À vrai dire, cette exposition sauve par la pédagogie, la clarté et la richesse, ce qu'elle perd en pugnacité et on sent bien que les organisateurs,

malgré leur honnêteté intellectuelle et le fait que leurs équipes ont été composés de Belges et d'historiens congolais ont été mis sous pression par des groupes de coloniaux, actifs, dynamiques, pétris de bonne conscience et qui n'entendaient pas que l'on mette en cause leur version de l'histoire, leur lecture de l'entreprise coloniale... C'est ainsi qu'à la question fondamentale, celle des pertes en vies humaines entraînées par les expéditions coloniales et par la pratique du portage, l'exploitation des premières richesses du pays, le caoutchouc et l'or, l'assujettissement des indigènes au travail obligatoire et aux taxes, l'exposition donne une réponse nuancée. Elle nie, à juste titre, qu'il y ait jamais eu cette

volonté exterminatrice qu'on appelle un génocide, mais reconnaît tout de même le fait que le choc des cultures, des techniques, a entraîné de lourdes pertes et, dans les premiers temps tout au moins, un effondrement de la démographie et cela dans des sociétés qui avaient déjà été fragilisées par les ponctions de la traite négrière.

À ce sujet, il faudrait s'interroger sur les raisons pour lesquelles les ambitions coloniales de Léopold II et les premières décennies de l'État indépendant du Congo sont désormais mises en épingle, principalement dans les publications d'origine américaine et britannique, qui passent sous silence d'autres aspects de la présence belge au Congo, la construction de cette pyramide du développement, inachevée certes, mais qui dota tout de même le pays d'une infrastructure remarquable. Dans cette dénonciation des abus commis du temps des premiers âges de leur pays, les Congolais voient volontiers une relecture de l'histoire dont l'objectif, non explicitement formulé, serait de remettre en cause la viabilité du Congo dans sa forme actuelle, sinon dans son existence en tant qu'État indépendant et souverain... Certes, ainsi que Jean Stengers l'a rappelé à travers plusieurs de ses ouvrages, la colonisation du Congo ne fut pas une promenade de santé: Stanley conclut des traités avec les chefs qu'il rencontrait le long du fleuve mais par la suite, répondant à l'appel de Léopold II, des aventuriers accourus de toute l'Europe s'employèrent à aider le souverain à rentrer dans ses fonds, et donc à collecter efficacement le caoutchouc alors utilisé pour les pneus des premières automobiles. Stanley lui-même, cité par Stengers devait parfois avouer que «le souverain est d'une incroyable voracité».

Mais Léopold II, avec son souci de récupérer la mise qu'il avait investie en Afrique de ses propres deniers, de réaliser des bénéfices et de les utiliser, en partie en tout cas pour embellir la Belgique, agissait à l'unisson d'une époque particulièrement cruelle. En ces temps où fait rage la polémique à propos du Congo, il y aurait intérêt à lire et faire lire l'excellent ouvrage du chercheur américain Mike Davis, *Génocides tropicaux**, catastrophes naturelles et famines coloniales, aux origines du sous-développement.

L'auteur y dénonce le fait qu'à la fin du XIX^e siècle, plusieurs pays dits du tiers-monde (l'Inde et la Chine essentiellement) furent soumis à la loi

impitoyable du libéralisme et que la destruction de leurs agricultures traditionnelles, conjuguée avec des variations climatiques qui laissèrent le reste du monde indifférent, entraîna plus de 50 millions de morts. Particulièrement saisissante est la relation des famines qui accablaient en Inde le Deccan ou le Bihar, où les paysans étaient obligés d'exporter leur blé pour nourrir les ouvriers des usines de Manchester. Ces millions de victimes, des paysans réduits à l'état de squelettes, et que l'auteur appelle «les fantômes de Victoria» étaient simplement soumis, déjà, aux lois du libre-échange, à ce que le vice-roi saluait comme étant «l'auto-suffisance du commerce privé»...

Il est utile de se rappeler que c'est dans un tel environnement idéologique que le Congo fut colonisé et que si exploitation il y eut, et elle est bien réelle, elle ne fut certainement ni la seule ni sans doute la pire...

Mémoires divergentes

Assez curieusement, aujourd'hui comme hier, on assiste au tiraillement des mémoires divergentes: en 1960, alors que tous les Belges, comme les anciens coloniaux le sont toujours aujourd'hui, étaient convaincus de la grandeur de leur entreprise et n'en voyaient pas les failles, au point de n'avoir jamais compris les raisons de l'effondrement soudain de l'édifice, les Congolais, eux, à la suite de Patrice Lumumba et des «évolués» de l'époque, rêvaient surtout d'égalité, d'émancipation. Meurtis par une bureaucratie qui n'avait rien à envier à celle de l'apartheid sud-africain, convaincus du fait que, malgré tous leurs efforts ils n'arriveraient jamais à être totalement acceptés comme des partenaires égaux, ils revendiquèrent l'indépendance tout de suite et l'impréparation du processus entraîna la débâcle que l'on sait...

Mais depuis lors, l'histoire a tourné, et l'on a vu, une nouvelle fois diverger les mémoires. Aujourd'hui, la Belgique, enfin, se retourne sur son passé colonial et les nouvelles générations, saisies par le vent de la repentance et de la contrition, tiennent à faire la lumière sur les pages plus sombres, celles qui furent écrites au nom d'un Léopold II qui n'avait jamais mis les pieds en Afrique, et cela sans s'attarder sur les efforts déployés après 1945, où se développèrent de manière remarquable l'agriculture, l'industrie, la santé publique, où le niveau de développement

du Congo était identique à celui... de la Corée du Sud et du Canada!

Mais les Congolais d'aujourd'hui, eux, relisent l'histoire autrement: ils ont été agressés par leurs voisins rwandais et ougandais, soumis à des prédateurs africains bien plus brutaux que les Européens, et à l'aune des souffrances du présent, ils se souviennent de la colonisation comme d'un âge d'or, où chacun, dans un ordre social injuste certes, occupait cependant une place bien définie et connaissait ses droits et ses devoirs. Et c'est ainsi que l'on vit le président Joseph Kabila venir, devant le Sénat belge, remercier la Belgique pour son œuvre coloniale tandis que dans les rues de Kinshasa, de Lubumbashi ou d'ailleurs, des citoyens congolais de tous âges abordent désormais les Belges en... leur demandant de revenir, en leur rappelant les devoirs qui découlent d'une colonisation dont leurs interlocuteurs ne se sentent plus guère redevables...

Ainsi que le souligne l'historien congolais Isidore Ndaywel, «les Congolais se veulent essentiellement tournés vers l'histoire du présent. On pourrait affirmer qu'à leurs yeux, l'hécatombe résultant de l'agression ougando-rwandaise serait de loin plus scandaleuse que les "mains coupées" de la période léopoldienne. Pour une fois, on dirait que cette opinion "du dedans" est décidée à se rebeller contre l'impérialisme "du dehors" qui lui dictait jusqu'aux thèmes qui devaient être jugés importants et dignes d'intérêt...».

Si l'exposition de Tervueren tente de donner de la période coloniale et aussi de l'œuvre des Belges en Afrique (n'ayons pas peur des mots) une image plus juste que les apologies ou les réquisitoires, on peut espérer qu'il ne faudra pas attendre un siècle pour que soient exposés et analysés les drames du présent et en particulier les diverses phases de ces dix années de guerre que le Congo a traversées. Des années pendant lesquelles les contempteurs de Léopold II ont préféré détourner les yeux d'un pays que les Nations unies décrivent –enfin– comme le plus grand désastre humanitaire de l'époque. ▲

Les Congolais d'aujourd'hui, [...] se souviennent de la colonisation comme d'un âge d'or, où chacun, dans un ordre social injuste certes, occupait cependant une place bien définie et connaissait ses droits et ses devoirs.

* Éditions La Découverte.

* Exposition *La mémoire du Congo. Le temps colonial*, jusqu'au 9 octobre 2005, au Musée royal de l'Afrique centrale, chaussée de Louvain 13, Tervueren.

Trois mois à Moscou

Moscou: décoiffante!

NATHALIE MELIS

Déambulations dans la capitale russe et constats.

À Moscou, l'année du coq s'est ouverte sur un hiver chaud et humide, couvert, sans lumière. Les ours du zoo se sont réveillés au mois de janvier, tandis que les Moscovites en manque de soleil se battaient sans relâche contre les assauts d'une grippe tenace. Cela fait plus de cinq mois que le train Bruxelles-Moscou m'a déposée au cœur déroutant de la Russie. À chaque visite, la capitale se montre radicalement changée. Poutine, guerre, économie de marché, sans doute. Ou simple-

pauvre, on trouve tout et rien, mais surtout mille vies, une grouillante diversité.

Sorokine est l'un des initiateurs de la nouvelle littérature russe, porte-parole de la jeunesse «branchée». Celle-ci a tout de l'enfant prodige et s'en sort brillamment dans le chaos ambiant, armée d'imagination, de cynisme et de l'ADSL. Elle saisit les occasions, jongle avec ce qui passe, comme si tout était là depuis toujours, alors que tout ne fait qu'arriver. Dans ce nouveau monde du tout à l'image, la profession dans le vent est *designer*; mais ils sont aussi programmeurs, physiciens, poètes... D'après Viktor Erofeev, auteur de la dissidence, «la nouvelle littérature ne croit pas en d'heureux changements sociaux, ou au blabla moral [...]. Elle en a marre des infinies déceptions de l'homme et du monde, de l'analyse du mal. Par organes intérieurs (organes du pouvoir), elle entend foie et reins. En lieu et place de parodies conceptuelles sur le réalisme socialiste, elle admire son "grand style". La nouvelle génération tente de garder bonne figure. Sur quoi donc écrire alors? Ce n'est pas étonnant qu'elle vole»². L'imaginaire sauve.

La jeune littérature n'oublie pas pour autant la dure vie de la Russie, elle la transforme en œuvre d'art, jongle avec sa magie, mi-sérieuse, mi-rigolarde. Dans *Krasnyi Buben*³, deux auteurs pétersbourgeois, Belobrov et Popov, racontent un village perdu du sud de la Russie. Les héros y mènent une lutte acharnée, grotesque mais victorieuse contre le diable, pour le salut du monde. Un tableau haut en couleur de la société russe. Villageois alcooliques, espionne américaine, Moscovites, Caucasiens, curés, mafieux, communistes, soldats de la Seconde Guerre mondiale s'y croisent dans une danse de l'existence boueuse, violente, mais joyeuse. Et c'est là sans doute la richesse de cette

mystérieuse «âme russe»: une faculté à accepter le cours des choses, à vivre malgré tout.

La vie continue

Fatalisme diront certains, sans doute, mais après l'avalanche de crises politiques, économiques et morales, qu'attendre encore d'un gouvernement corrompu jusqu'à la moelle «si ce n'est le pire», disent les Russes. C'est pour cela aussi que Poutine a toujours la cote, à défaut de mieux. Quelqu'un de sobre qui prône l'ordre nourrit l'espoir. Résultat, le centre grouille de policiers en quête de rentées financières. À la Saint-Sylvestre, terrorisme oblige, les alentours de la place Rouge étaient bardés de barrages et, grande première, l'alcool était interdit. Mais à minuit moins cinq, les policiers ont ouvert les barrières et laissé le flot de badauds et leurs bouteilles de champagne courir vers la place Rouge.

Pendant quelques jours, la fête a battu son plein. Comme chaque année, le flot d'alcool a emmené tout le monde loin des problèmes du quotidien. Et le nouvel an en promettait d'autres: le prix du billet de métro a encore une fois doublé et la réforme de l'enseignement que l'on peut résumer à une privatisation masquée avance à grands pas. Réforme aussi du service militaire, destinée à supprimer les reports qui permettent à de nombreux jeunes d'échapper à un service périlleux. Le 1^{er} janvier a de même sonné le glas des transports gratuits pour les pensionnés afin de laisser place à la monétisation des avantages sociaux, solution bien moins avantageuse. Et voilà les *babouchkas*, les grand-mères, dans la rue, non pour mendier ou vendre trois patates comme à leur habitude, mais pour bloquer les avenues, manifester contre l'injuste mesure. Le reste de la population ne fait plus grand cas de l'injustice des réformes.

Bien sûr, la frustration amène son lot de violence, et la peur, un réflexe de repli sur soi. Dans les recoins, on tue sans raison. La conscience soviétique collective et son ordre moral ne valent plus que pour les plus de cinquante ans et encore, uniquement dans le cercle des amis et de la famille. «Personne ici ne comprend le terme "droits de l'Homme", explique

Olga, sociologue de 32 ans. Exemple: des vendeurs battent une voleuse au marché. Si quelqu'un leur parle de droits de l'Homme, il peut s'en ramasser une. Mais si on leur dit: "Allez ça suffit les gars, vous allez l'achever", peut-être qu'ils vont s'arrêter, parce qu'ils comprennent que tuer pour un simple vol, c'est pas juste». Dans *Krasnyi Buben*, les auteurs expliquent que les Russes ne vivent plus selon les règles ou les coutumes, mais selon les «compréhensions». Bref selon l'intuition du moment, avec un dogme: «tout s'achète, tout se vend».

Business

Dans la rudimentaire cuisine d'une isba sans sanitaire mais munie de vaisselle Ikéa, une Arménienne prépare du «faux miel» à base de sucre, d'eau et d'acide citronné, c'est son business à elle. Elle a acheté tous les certificats nécessaires à la vente. Elle a aussi acheté son séjour, son mari et son divorce. L'année prochaine, son mari blanc et elle pourront enfin revendre l'appartement qu'ils ont reçu. Et vu les prix de l'immobilier, ça peut rapporter gros. Ici dans le Pod-Moskovie, la banlieue de Moscou, où se côtoient fabriques, HLM, isbas de pauvres et cottages de nouveaux Russes, les habitants sont majoritairement des immigrés du Caucase. Ils n'aiment pas les Russes et c'est réciproque. La domiciliation leur est pratiquement inaccessible, ils sont à la merci de l'arbitraire policier. La cuisine de l'apicultrice, elle aussi rescapée du tremblement de terre arménien de 1986, parvient tout juste à vivre de son salaire de 6 000 roubles (150 euros) qu'elle gagne dans une fabrique de valises. Sa chambre dans une isba lui coûte 3 000 roubles et à l'école que fréquente sa fille, tout devient payant y compris l'accès aux ordinateurs. «Et si tu ne paies pas, tu peux reprendre ta fille, on n'en a pas besoin», résume-t-elle.

Malgré tout, le principal sujet de conversation dans les cuisines, cet hiver, c'est la réforme des congés. Quelques jours fériés (le 7 novembre, anniversaire de la révolution et le 2 mai) ont été supprimés pour permettre à tout le monde de faire le pont entre le Nouvel An et Noël. La mesure ne fait pas l'unanimité mais une chose est sûre: tant qu'il y aura

des jours de fêtes, les Russes ne perdront pas leur imparable espoir qu'un jour le pays se relèvera».

Déjà mars, les fêtes sont loin derrière. Dans la fourmilière de la mégapole Moscou, les grues travaillent de jour comme de nuit, le maire maîtrise l'immobilier et tient à supprimer tous les vestiges du constructivisme. Les magasins opulents côtoient les kiosques de chaussettes, une espèce en voie de disparition. La population marche à grands pas, le long d'immenses avenues, bordées de gigantesques bâtiments. À l'heure de pointe, les feux de signalisation se transforment en d'inutiles décorations, la ville en un immense embouteillage. Les métros transportent chaque jour leurs dix millions de passagers. Portée par un flot humain pressant, j'atteins les escalators, bordés de larges panneaux publicitaires. Une voix au ton maternel d'autrefois rythme le défilement de visages fermés: «Chers passagers, en raison des actes terroristes, nous vous prions de redoubler d'attention». En face de moi, quelques jeunes «lièvres» (voyageurs sans ticket) sautent par-dessus les tourniquets.

À la gare Kourskaia, j'attends l'«électrique» (train de banlieue) dans l'odeur des beignets de choux. J'aime ce trajet qui m'éloigne du centre pompeux, ces vendeurs qui défilent dans le wagon, défendant religieusement leurs produits tombés du camion ou volés à l'usine. Tout le monde se serre sur les banquettes de bois, dans un nuage de buée. Ça mange, ça boit, ça lit. Un homme joue de l'harmonica.

Moscou décoiffe, déconstruit les grilles d'analyse, les manières de voir à l'européenne. Un Tchétchène apprenant mon origine a éclaté de rire: «ouh, la Belgique, que ça a l'air ennuyeux par là!». Et soudain, je me sens telle une provinciale arrivée du vieux monde. Ici, à la croisée des chemins entre l'Orient et l'Occident, entre passé et futur, la tempête souffle. Pour le meilleur ou pour le pire, qui sait? Dans l'interrogation, je laisse la conclusion à Viktor Erofeev: «La vie est encore trop sauvage que pour la comprendre. Mais il faut sans doute la prendre à pleines mains, à la façon des femmes [...] dans une tentative d'organiser la matière au sein du trouble». ▲

Quelques représentants de l'armée de balayeurs, branchés comme tout le monde sur leur portable.

ment le fait qu'une génération remplace petit à petit l'autre, efface les traces du passé.

«Berlin s'est rendu à moi en six mois, Saint-Petersbourg en une semaine [...], écrit Vladimir Sorokine, mais il m'a fallu près de douze ans pour découvrir les recoins tendres et secrets de Moscou»¹. Aujourd'hui à Moscou-mégapole, on vit très riche ou très

¹ Vladimir Sorokine, *Moskva*, Éd. Ad Marginem, Moscou, 2001, p. 9-10. La glace vient de paraître à L'Olivier.

² Viktor Erofeev, *Vremia Rojat, preduslovie* (Le temps d'enfanter, introduction) in *Vremia Rojat*, Eksmo, Moscou 2001, p. 6. Dernier ouvrage paru en français: *Ce bon Staline*, Albin Michel.

³ Belobrov-Popov, *Krasnyi Buben, ot zakata do rassveta* (Le tambour rouge, du crépuscule à l'aurore), Limbous press, Saint-Petersbourg 2001.

Saint Paul, fondateur de l’universalisme?

ROBERT JOLY*

* Professeur honoraire de philosophie aux Universités de Mons-Hainaut et Bruxelles. Notamment auteur de *Libre pensée sans évangile* (cf. note 17).

¹ Shmuel Trigano, *Le monothéisme est un humanisme*, éd. Odile Jacob, 2000.
² Sur ce thème, on peut voir mon *Intolérance catholique*, éd. Espace de Libertés, 1996.
³ Alain Badiou, *Saint Paul. La fondation de l’universalisme*, PUF, Collège international de philosophie, 1997.
⁴ Galates 3,28.
⁵ I Corinthiens 7,17 sqq.
⁶ I Corinthiens 11, 3sq., 14,34 sqq.; A. Badiou, pp. 107-113, qui reste fort silencieux sur l’esclavage.
⁷ I Corinthiens 7,19.
⁸ II Corinthiens 11,5 et 12,11: ironie plutôt que respect.
⁹ Romains 1,18-31; I Corinthiens 5,9-13; 6,9-10.
¹⁰ I Corinthiens 7,39; 10,20-22.
¹¹ Par exemple I Corinthiens 5,13; 15,20-28.
¹² I Thessaloniciens 4,15 sqq.; Romains 13,11-14.
¹³ Romains 16,17-20; I Corinthiens 4,16-20; 15,1-2.
¹⁴ Philippiens 1,28; 3,18-19 notamment.
¹⁵ P. 101.
¹⁶ Matthieu 22,13.
¹⁷ Sur ce point, Robert Joly, *Libre pensée sans évangile*, Labor/Espace de Libertés, 2002, pp. 43-44 et *Glane de philosophie antique*, éd. Ousia, 1994, pp.228-239.
¹⁸ Voyez mon *Intolérance catholique*, cf. note 2.

Je suis toujours un peu consterné de voir des incroyants, agnostiques ou athées proclamés, reconnaître sans ambages des «valeurs chrétiennes» comme fondement de notre civilisation occidentale. Je parle de penseurs, de philosophes connus et appréciés comme Luc Ferry, Gauchet, Comte-Sponville lui-même et d’autres. Trigano va plus loin: pour lui, c’est le monothéisme en général qui est source des valeurs¹.

Il existe aujourd’hui chez des laïques une tendance (parmi d’autres) à se montrer fort consensuels, à raboter les aspérités, à lisser les surfaces sur le mode «*Tout le monde, il est beau, tout le monde, il est gentil*». Beaucoup se mettent à penser que la tolérance exige de ne pas dire des choses trop désagréables à l’Église. Cette dernière a réussi à persuader des incroyants que la tolérance, ce n’est pas seulement le respect des personnes, ce serait aussi le respect des croyances des personnes².

Il y a plus fort. On peut être athée proclamé et prêter au christianisme originel une sorte de révolution culturelle capitale: Alain Badiou, philosophe sérieux, exigeant, consacre, lui, tout un livre³ à affirmer que saint Paul fonde l’universalisme, entendez l’opposition aux communautarismes, universalisme qui sera un jour l’esprit des Lumières, des droits de l’Homme et de la laïcité. Même si Alain Badiou n’a rien à faire de la «fable chrétienne», qu’il envisage cette fondation comme indépendante d’un contenu proprement chrétien, on ne peut tout de même pas imaginer cadeau plus agréable à offrir aux croyants.

Je pense qu’Alain Badiou a foncé sur une piste sans bien assurer ses arrières.

Le texte phare est le célèbre passage de *Galates*: *Il n’y a plus ni Juif, ni Grec; il n’y a plus ni esclave, ni homme libre; il n’y a plus ni homme,*

Eustache Le Sueur, *La prédication de saint Paul à Ephèse*, 1649, Musée du Louvre, Paris.

ni femme; car tous, vous n’êtes qu’un en Jésus-Christ»⁴.

Tout le monde le comprend; ce texte ne prétend pas changer la vie réelle, la vie quotidienne. Il y a toujours des hommes et des femmes (Dieu merci); il y a toujours, hélas! même aujourd’hui, des esclaves et des hommes libres; il y a même encore... des Grecs et des Juifs. Paul, bien entendu, veut dire qu’il y a égalité de tous dans la foi au Christ ressuscité.

Bien plus, Paul ne demande pas l’abolition de l’esclavage: il veut au contraire très formellement qu’on reste dans la condition où Dieu nous a mis⁵; il ne demande pas non plus

l’égalité réelle des hommes et des femmes, l’inégalité lui paraissant tout à fait fondée théologiquement. Et Alain Badiou a, à ce propos, des indulgences dignes d’un théologien⁶. C’est donc surtout sur l’opposition Grecs-Juifs qu’on pourrait reconnaître un rejet du communautarisme: les païens et les juifs qui deviennent chrétiens sont égaux dans la foi et n’ont plus à s’occuper de leur origine. «*La circoncision n’est rien, mais l’incirconcision n’est rien non plus*»⁷ et Paul a dû batailler dur contre les «superapôtres»⁸ de Jérusalem pour faire accepter sa mission de convertir les païens.

Mais ce qu’Alain Badiou ne voit pas, c’est que Paul, en balayant cet ancien communautarisme, en crée un autre, encore plus virulent, celui qui oppose chrétiens et païens, fidèles et infidèles.

Il faut avoir lu les épîtres de Paul (ce qui est beaucoup plus rare qu’on ne le pourrait croire) pour y mesurer l’abîme qui sépare les chrétiens de tous les autres. Les chrétiens sont seuls à être «justifiés», c’est-à-dire élus, sauvés, non pour leurs œuvres, mais par une grâce de Dieu qui leur donne la foi. Ils ont certes à se bien conduire, mais les autres sont et restent, à moins de se convertir, dans la perversité toute pure. Les listes que Paul établit des turpitudes des infidèles sont très fournies⁹ et il faut les éviter¹⁰. Les infidèles, s’ils ne sont pas convertis, vont inévitablement à la perdition éternelle.

Alors que les fidèles auront l’éternité du paradis, les infidèles, tout simplement, ne ressusciteront pas, ils resteront définitivement morts¹¹. C’est moins sauvage que l’enfer, mais cela fait tout de même une belle différence. Alain Badiou est étrangement muet sur ce point.

Les chrétiens n’ont pas à s’occuper de la vie sur terre, qui va finir très bientôt¹², mais doivent songer à leur salut. Ceux qui veulent faire du christianisme un anthropocentrisme valorisant ce monde-ci sont dans un délire complet.

Si l’on se remet dans ces croyances effrayantes, il faut bien constater que le communautarisme chrétien est le plus dur qu’on puisse imaginer: question de béatitude ou de mort éternelles!

Il y a pourtant encore autre chose qui aggrave le cas. Il ne suffit pas, en effet, d’avoir la foi pour être sauvé: il faut une foi «orthodoxe», c’est-à-dire, bien sûr, paulinienne.

Paul condamne souvent des chrétiens qui, après conversion, se laissent séduire par des gens qui s’écartent de la vraie foi, la sienne¹³. Il s’agit le plus souvent de judaïsants. S’ils persistent dans leur égarement, ils vont, eux aussi, à la perdition¹⁴. Seuls les «pauliniens» seront sauvés. Ici aussi, Alain Badiou atténue autant que le ferait un théologien¹⁵.

Si l’on se rappelle que Paul n’a pu convertir, là où il est passé, que des groupuscules, on voit bien qu’il s’agit, à l’époque, d’une petite secte parmi d’autres, d’une intransigeance féroce sur la doctrine. Cela ne choquait pas. Jésus, déjà, avait dit (ou bien on lui fera dire): «*Beaucoup d’appelés, peu d’élus*»¹⁶.

Alain Badiou stigmatise, p.9, le mot d’ordre lepéniste «*La France aux Français*», mais il ne voit pas que Paul, lui, crie: «*Le paradis aux seuls pauliniens*». La différence, il faut le dire aussi, est que Le Pen (qui n’engage pas encore l’éternité) ne veut pas que des étrangers deviennent français, alors que Paul ne demanderait pas mieux de convertir le monde à son christianisme.

Le communautarisme de Paul ne conduit en rien aux droits de l’Homme modernes, pas plus que la charité chrétienne ne conduit aux droits sociaux¹⁷.

Le paulinisme est, au contraire, le premier maillon chrétien d’une chaîne qui conduira à l’Inquisition¹⁸.

Alain Badiou pense beaucoup et très élégamment, mais Gaston Bachelard disait avec malice que les philosophes pensent souvent avant de réfléchir. ▲

Document n°14 - avril 2005

Jean-Paul II

Il s’agit d’une réédition revue et enrichie du premier numéro de la série «Document» qui vient de sortir à l’occasion du décès de Jean-Paul II. Se déclinant suivant trois grands thèmes –religieux, social et politique– ce document fait le point sur un long règne pontifical marqué notamment par le conservatisme réactionnaire et une médiatisation jamais vue, dont tant l’agonie et les funérailles du pape que le conclave qui s’en est suivi et l’élection de son successeur sont des preuves manifestes.

Ce document est un cadeau de la rédaction d’*Espace de Libertés* à ses abonnés puisqu’il n’entre pas dans le cadre des onze numéros mensuels et du document prévus dans leur abonnement.

Il est en vente en librairie au prix de 2,50 €.

Vivre n°15 Peut-on penser sans dogme?

- *Mais où sont les dogmes d’antan?* – Patrice Dartevelle
- *Les dogmes, la pensée et l’action* – Daniel Parotte
- *Comment je me débrouille avec les dogmes* – André Verheyen
- *Judaïsme, religion sans dogme?* – Georges Schnek
- *Le dogme qui tue la pensée* – David Meyer
- *Sciences de l’homme et dogmatisme* – Claude Javeau
- *Peut-on fonder les droits de l’Homme?* – Chaïm Perelman
- *Bouddhisme et franc-maçonnerie: deux voies immanentes de l’émancipation humaine* – Jacques Rifflet
- *Une religion sans dogme est-elle possible?* – Jean-Loup Seban
- *Réaction de l’Observatoire chrétien de la laïcité* – Jean Riedinger

6,20 € le numéro
abonnement 4 numéros: 17,50 €

Pour toute commande, il suffit de verser la somme correspondant au(x) livre(s) désiré(s) au compte 210-0624799-74 du CAL en précisant le titre de l’ouvrage dans la communication. Les frais de port sont inclus.

Renseignements: Éditions *Espace de Libertés* - 02/627.68.60.

Bozar

Une Belgique visionnaire

BERNARD MARCELIS

Que possède donc de tellement particulier cette exposition dont tout le monde parle et que chacun veut avoir vue? Des démarches exceptionnelles? Sûrement. Des œuvres inédites? Aussi. Des ensembles provocants? On n'en doute pas.

Ce qui rassemble tous ces artistes et toutes ces œuvres, c'est avant tout la personnalité du concepteur de la manifestation, le commissaire suisse d'exposition Harald Szeemann. Figure majeure de l'art contemporain de la deuxième moitié du XX^e siècle dont il fut un des principaux protagonistes, un des plus curieux et des plus ouverts, n'appartenant à aucune chapelle, on lui doit des expositions mémorables¹ qui ont changé la façon d'organiser celles-ci et modifié dès lors notre approche de l'art contemporain.

Si après deux autres expositions nationales qualifiées elles aussi de visionnaires, la Suisse en 1991 et puis l'Autriche en 1998, –on remarquera qu'il s'agit à chaque fois de petits pays écartelés entre les fortes influences culturelles diversifiées de leurs nombreux voisins– c'est évidemment leur concepteur qui le premier doit être qualifié de visionnaire. Sur un plan purement belge en effet, on voit difficilement qui aurait eu l'aura et la confiance nécessaires pour mener ce projet à bien; et au niveau international, on imagine mal un commissaire d'exposition français, allemand ou hollandais réaliser un tel travail, démontrant un intérêt sans faille pour la créativité dans notre pays. Harald Szeemann avait

l'avantage de le connaître depuis quarante ans, d'y être respecté, notamment grâce à son sens de la modestie et d'un enthousiasme stimulant, tant auprès des artistes que des collectionneurs et des responsables culturels.

Si la plupart des artistes présentés sont connus, plusieurs parmi ceux-ci sont des découvertes de Szeemann et ce depuis longtemps. Réunis au Palais des Beaux-Arts –bâtiment emblématique de la transdisciplinarité chère au Suisse– ils voisinent avec des ensembles surprenants comme le musée du silex et la tour d'Eben-Ezer de Garcet, la place faite au légendaire festival du film expérimental de Knokke, les maquettes architecturales ou la fresque des portraits de chercheurs et d'inventeurs qui ont porté au loin la renommée du pays. Les grands noms de la peinture sont présents certes, sans être valorisés comme des icônes. C'est cette façon de mettre les réalisations artistiques sur le même pied, quelle que soit leur discipline, qui confère à cette exposition tout son intérêt et, il faut bien le dire, une certaine difficulté de lecture. Éloigné de la mise au point finale de ce qui restera sa dernière exposition, disparu quelques jours avant son inauguration, Harald Szeemann n'aura pas eu le temps de matérialiser par écrit tous les développements de sa pensée à propos de sa vision de l'art en Belgique. Il nous faut donc lire entre les lignes et, malgré un canevas très structuré et un choix d'œuvres opéré depuis longtemps, la pensée szeemanimienne trace des pistes elliptiques entre les artistes, les œuvres,

Berlinde De Bruyckere, *Jelle Luijsaard*, 2004, (Photo: Mirjam Devriendt). *Belgique Visionnaire*, Palais des Beaux-Arts, jusqu'au 15 mai 2005.

les techniques, les périodes, les styles et les genres. Sa pensée protéiforme s'articule en une multitude de rapports internes, l'exposition se parcourant comme un livre de prospection dont les notes en bas de page seraient absentes. À chacun donc d'y retrouver ses références.

Que retenir de cette manifestation? D'abord qu'elle signifie probablement la fin d'une époque, celle d'une Belgique plus culturellement unie qu'il n'y paraît. On la découvre à travers son fantastique, son sens du dérisoire et de l'ironie, sa trivialité, sa démesure, mais aussi sa religiosité, son ingénierie, son imaginaire, sa littérature dans une floraison de démarches individuelles dont la réunion et les mises en parallèle dessinent une identité difficile à saisir parce que hors normes et inclassable.

Ensuite, elle offre de la Belgique un panorama jubilatoire non exempt de poésie et d'absurde, ceux que l'on rencontre dans sa littérature ou dans son cinéma, sans compromis à la belge ni consensus mou. On peut y déplorer de grands absents (notamment tout le courant abstrait dans son sens le plus large), y déceler des œuvres secondaires d'artistes importants tout comme des œuvres importantes d'artistes secondaires, l'exposition ne laisse pas indifférent. Elle n'a pas vocation encyclopédique (on peut voir ailleurs –*Made in Belgium*– ce que cela donne), mais tente au contraire, et c'est une phrase fétiche d'Harald Szeemann, *de donner forme à la spiritualité d'un pays, d'en faire un monde*. ▲

Déambulations

SOPHIE CREUZ

Mieux qu'un discours sur la nécessité de l'Union, *Entre villes* de Stefan Hertmans incarne par l'esprit, la malice et l'érudition, l'idée de l'Europe.

Il est quelques rares déambulateurs, pèlerins pêcheurs pour qui voyager est art de vivre. Jacques Lacarrière à pied sur les monts grecs ou français, Jacques Réda à vélo dans les rues de Paris rappellent si besoin en était que le voyage commence au bout du soulier. Qu'il est avant tout mise en disponibilité, art d'écoute, humilité lorsqu'il s'agit de mettre ses pas dans ceux, illustres, qui nous ont précédés. Tracer son propre chemin ou entrer en correspondance avec Virgile par la saveur immémoriale du pain et de l'huile ou encore entrer vierge dans une architecture d'avant-garde, tout est affaire de déchiffrement.

Pour Herman Hesse, la meilleure manière d'aborder Florence était de s'asseoir sur un banc du parc Boboli pour écouter le bavardage des commères. L'immobilité est aussi voyage. Descendre en Italie à bord de la diligence sensible et raisonnable de Goethe ou inquiète de Stendhal, pénétrer à dos de mulet dans les lumières nord-africaines avec Flaubert ou Delacroix, saisir enfin Venise grâce à Canaletto ou Guardi. Tout est affaire de dialogue. Depuis Turner, la Manche n'est plus d'un gris sablonneux, elle chante!

Entre villes de Stefan Hertmans est ce compagnon de voyage idéal, érudit et subtil. De Bratislava à Amsterdam, de Sydney à Bucarest, de Bruxelles à Dresde, ces pages sont ce qu'aucun autre récit de voyage ne réussit: une lecture de la ville par un poète, un plasticien, un écrivain qui a l'œil absolu comme on le dit de l'oreille.

À travers son approche ou son immersion dans la ville, à la suite de Rilke ou d'une femme aimée, Stefan Hertmans entre en connivence avec ce qui se donne ou se dérobe. Comme le Hollandais Cees Nooteboom sur un terrain vague de Berlin perçoit, sous les rares brins d'herbe, la présence d'ombres douloureuses, Stefan Hertmans regardant par la fenêtre de la tour de Tübingen reçoit d'un coup l'insupportable calme provincial qui rendit Hölderlin le poète fou de solitude.

Entre villes exprime à la perfection, par le prisme de la langue flamande –merveilleusement traduite en français par Monique Nagielkopf–, la singularité de l'Europe et de sa culture. Le lecteur francophone rougit de l'étendue du savoir de Stefan Hertmans et s'amuse de son ironie à railler doucement un Régis Debray détestant frénétiquement Venise ou un Peter Handke, visionnaire certes mais éternel marginal. L'auteur d'*Entre villes*, lui, aime de toutes ses fibres, sans pédanterie ni coquetterie littéraire et s'il dit «je», c'est uniquement pour donner la mesure, l'échelle humaine de son entrée dans l'étrangeté familière d'une ville nouvelle. A Sydney, sur la côte moderne, construite, futuriste ou sage, le vide des terres intérieures le presse dans le dos de tout le poids de la négation des autochtones. Schizophrénie d'une aventure pionnière et frileuse à la fois. À Dresde, il observe l'attachement profond à l'ère baroque doublement balayée par les bombes alliées d'abord, par l'obscurantisme soviétique ensuite, et son exhumation un

peu disneylienne, en ors et pastels ravivés. Passionnant est son regard tendrement reconnaissant pour Bruxelles, la brouillonne comparée à la probité ordonnée d'Amsterdam. Son dernier ouvrage en français *Le Paradoxe de Francesco* nous emmène lui au pied du Mont Ventoux et de la Sainte-Victoire de Cézanne.

Il fallait un Italien nous nous raconter Prague comme personne (*Praga magica* d'Angello Ripellino), il fallait un Flamand polyglotte, admirable écrivain, pour démontrer par l'évidence, sans même l'énoncer, l'indécente incongruité du repli sur soi face à nos diversités si semblables d'un côté ou de l'autre du Danube, du Rupel, du Pô, face à cette chance d'être européen lesté d'un passé commun, élevé par des peintres, des philosophes, des rêveurs, pères nourriciers de l'idéal humaniste qui aujourd'hui encore nous fait tressaillir à la beauté, et croire farouchement qu'elle changera le monde. ▲

Entre villes de Stefan Hertmans est paru dans la collection Escales du Nord du Castor Astral qui publie également *Le Paradoxe de Francesco*.

¹ Quand les attitudes deviennent forme, Berne, 1969, Documenta 5, Kassel, 1972, *Les Machines célibataires*, Berne, 1975, *L'Oeuvre d'art totale*, Zurich, 1983, etc.

L'œil absolu de Hertmans, comme on le dit de l'oreille...? Tony Oursler, *Eyes (détail)*, 1996. Exposition *Tony Oursler dispositifs*, jusqu'au 22 mai 2005, Jeu de paume, Paris.

Romantisme à la belge

BEN DURANT

Le romantisme, ciment fondateur d'une jeune Belgique, a utilisé tous les genres sans en adopter réellement aucun.

«Romantisme»: si un terme fut galvaudé, c'est bien celui-là. N'est-il pas synonyme d'exaltation permanente, de sensibilité exacerbée frisant parfois l'hystérie, n'est-il pas souvent ridicule dans son pathos démonstratif, n'évoquant que des femmes dépoitraillées et des hommes décoiffés? Mais il symbolise également le combat de l'imagination et du fantastique contre la raison trop raisonnante, sa réaction contre le culte de l'Antiquité classique, lui préférant un Moyen Âge gothique singulièrement mixé à la Renaissance, au nom de valeurs nationales ou chrétiennes; un retour à la «vraie» nature d'essence rousseauiste ou encore un goût prononcé pour l'exotisme peuplé de fauves et d'essences tropicales, véritables exutoires à un quotidien troublé par les premières fumées d'usine.

Et comment parler du Romantisme sans évoquer des figures littéraires aussi mélodramatiquement puissantes que celles des Hugo, Byron, Schiller, Goethe, Novalis ou Brontë?

En ce début du XIX^e siècle, le Romantisme va déferler, avec des bonheurs divers, sur toute l'Europe. En France, il s'amorce, sur fond de campagnes napoléoniennes avec le baron Gros et ses «Pestiférés de Jaffa» peint en 1804, mais il faudra attendre Théodore Géricault avec son «Radeau de la Méduse» (1819), et surtout Eugène Delacroix pour le voir pleinement triompher.

À Bruxelles, en septembre 1830, au lendemain d'une Révolution nationale victorieuse menée sur fond d'opéra, le Romantisme pictural sera également une révolution en soi. Paris avait connu de farouches escarmouches opposant les «Poussinistes» aux «Rubénistes» respectivement menés par David et Delacroix, mais

face à ces vaines querelles d'ateliers, d'autres batailles vont se révéler plus décisives: Waterloo sonne le glas d'un empereur vaincu, qui entraîne dans sa chute un pays et un artiste, Louis David, peintre officiel et fidèle s'exile à Bruxelles, où il séjournera rue d'Arenberg, derrière l'Opéra de la Monnaie. Il y aura pour disciple, Jean-François Navez, notre meilleur peintre classique, mais face à lui, se dresse un artiste bouillonnant de 27 ans, chevelure léonine et cou de taureau, tel se présente l'Anversois Gustaf Wappers, dont la carrière éclair débute en 1830, quelques semaines avant les Journées de Septembre, avec la présentation au Salon de Bruxelles, d'un tableau intitulé «Le dévouement du Bourgmestre Van Der Werf à Leyde». Le succès fut total devant ce sujet ô combien macabre; en effet, lors du siège espagnol de 1576, le bourgmestre de Leyde avait offert son corps en pâture à ses concitoyens affamés! Le public admira volontiers les couleurs rubéniennes qui illuminaient cet épisode cannibalo-historique chez nos voisins du Nord. Grand ami du ministre de l'Intérieur Charles Rogier avec qui il entretient une correspondance suivie, c'est à Wappers que ce dernier confie l'organisation et la réalisation de la première exposition des Beaux-Arts à Bruxelles, en 1832.

Le manifeste de Wappers

Le vent en poupe, tout semble réussir au peintre, qui se voit confier par le gouvernement, en 1835, l'exécution d'une vaste composition symbolisant la Révolution nationale. Il va brosser les «Épisodes des Journées de Septembre 1830 sur la Place de l'Hôtel de Ville de Bruxelles», un gigantes-

que morceau de bravoure (440 x 660), véritable manifeste du Romantisme belge, qui doit néanmoins beaucoup à Delacroix et dont la pyramide humaine est surmontée du nouveau drapeau national, celui qui le brandit n'étant autre que le peintre Eugène Verboekhoeven. L'histoire voulait que l'artiste aurait arraché à un lancier hollandais ce qui allait devenir la hampe de notre premier étendard.

Couvert d'honneurs, anobli en 1847, Gustaf Wappers s'essouffle irrémédiablement et fuyant les critiques, il préfère s'installer définitivement à Paris en 1853, où il s'enlisera dans une carrière de portraitiste mondain.

Chef de file d'un Romantisme triomphant lié aux sentiments d'héroïsme et de liberté, Wappers marque non seulement la suprématie de son mouvement sur le Classicisme de Navez, que l'on délaisse peu à peu, mais il illustre aussi fort bien la peinture d'Histoire qui s'avère alors un genre majeur, fort prisé de nos compatriotes. Ainsi, Henri Leys, étudiant les maîtres allemands du XV^e siècle, renoue avec le hiératisme gothique, tandis que l'Anversois Nicaise De Keyser peint de hauts faits d'armes qui émeuvent –déjà– toute la Flandre: «La Bataille des éperons d'or» en 1836 et «La Bataille de Woeringen» en 1839. Ferdinand De Braekeleer, encore un Anversois, expose «Furie espagnole» au Salon de Bruxelles en 1836 et Edouard de Bieffe tente en vain d'étonner Paris en y exposant en 1841 «Le Compromis des nobles». En revanche, la même année, le Tournaisien Louis Gallait récolte des lauriers européens avec «L'Abdication de Charles Quint». Comme on le voit, l'histoire des anciens Pays-bas est extrêmement sollicitée par nos artistes puisque Gallait récidive en 1851 avec «Les Derniers honneurs rendus aux Comtes d'Egmont et de Hornes», plus familièrement connu sous le titre évocateur des «Têtes coupées», on rapporte en effet que Gallait, à l'instar de Géricault, s'était servi de têtes guillotiné comme modèles. Mais l'Antiquité et le Moyen Âge fascinent tout autant puisque Gallait, encore lui, produit une gigantesque machinerie en souvenir de la peste noire qui ravagea Tournai alors qu'Émile Wauters peint successivement «La Bataille

d'Hastings» puis «Hugo Van der Goes au couvent de Rouge-Cloître».

La palme à Wiertz

Mais la palme de la peinture romantique historiciste revient incontestablement à Antoine Wiertz. Ce provincial dinantais fréquente Paris en 1829, gagne le Prix de Rome en 1832 –il n'a que 26 ans–, visite l'Italie en 1834, après quoi il s'installe à Bruxelles en 1844. Il y persuade le gouvernement de lui construire un atelier monumental à la mesure de ses toiles –certaines frôlant 12 mètres de hauteur!– qui deviendra à sa mort, en 1865, le Musée Wiertz. Comment ne pas sourire aujourd'hui devant le gigantisme boursoufflé de ses figures, la sauvagerie morbide de ses sujets ou son style emphatique et déclamatoire. C'est pourtant dans ses excès pour l'horrible et le fantastique que Wiertz le visionnaire ouvrira, dans la peinture belge, les portes de l'expressionnisme et du surréalisme. Il voua un culte à Rubens dont il sentit qu'il faisait la relation entre Baroque et Romantisme. S'il ne devait rester qu'une œuvre de ce peintre mégalo-mane, on pencherait sans hésiter vers «La belle Rosine», cette appétissante jeune femme méditant sereinement sur la mort symbolisée par un squelette anatomique.

Mais on ne peut évidemment pas réduire le Romantisme à la seule peinture historique, aussi baptisée «troubadour». Comme en Allemagne, en Angleterre et en France, la peinture de paysage connut en Belgique un nouvel essor marqué à la fois par la spontanéité et l'esprit d'observation, avouant son goût nostalgique pour une nature pastorale irrévocablement soumise aux modifications de l'industrie et des nouveaux moyens de transports comme le chemin de fer. Est-ce aussi pour cette raison que nos artistes aborderont des rivages lointains, comme Jean-François Portaels qui pèlerinera de 1842 à 1847 de l'Algérie au Liban en passant par le Maroc et la Judée ou encore André Hennebicq et Émile Wauters visitant de concert le Maroc et l'Égypte de 1880 à 1882, pour en ramener des œuvres saturées de lumières qui annoncent l'Impressionnisme et les recherches luministes futures. Certes, tous n'iront pas se perdre sous des soleils brûlants,

notre pays garde encore le goût des paysages champêtres dont Eugène Verboekhoeven sera le chantre. Il acquerra d'ailleurs une réputation internationale grâce à sa peinture animalière, qui mettait en valeur les grasses prairies flamandes et des vaches qui, bien que hollandaises d'origine, n'en étaient pas moins devenues bonnes belges. Quant à Charles Verlat, après un long séjour à Jérusalem, en Palestine et en Égypte, il reviendra dans son Anvers natale pour y chanter les plaines de l'embouchure de l'Escaut.

Mais en définitive, comment définir cet insaisissable Romantisme, dont la jeune Belgique se servit comme d'un ciment fondateur, mais qui utilisa tous les genres sans en adopter réellement aucun et qui, faute d'un génie comme Goya, se contenta d'ouvrir quelques portes pour les futures générations.

Ceci explique aussi le concept éclectique de ces trois manifestations comptabilisant près de 250 œuvres, peintures, sculptures et dessins voguant du préromantisme aux courants ultérieurs et que les concepteurs ont voulu limiter au règne de notre premier souverain, Léopold I.

Si les Musées Royaux des Beaux-Arts montrent le corps du sujet décliné par thèmes, à travers peintures monumentales et sculptures, l'espace culturel ING accueille, de manière plus intimiste, les dessins tant ébauches inspirées qu'œuvres achevées. Enfin le Musée Wiertz demeure un lieu unique hanté par les «pépums» démesurés de cet exceptionnel peintre visionnaire comme en témoigne «Les Grecs et les Troyens se disputant le corps de Patrocle».

On regrettera –sans doute faute de moyens adéquats– que cette exposition organisée à l'occasion du 175^e anniversaire de la Belgique, n'ait pas été l'occasion –à nos risques et périls– de confronter nos artistes nationaux avec ceux des pays voisins, les Delacroix, Géricault, Goya, Böcklin, Turner et autres Caspar David Friedrich... ▲

«C'eût été le lieu idéal pour se suicider, voire écrire un chef-d'œuvre mineur dans le style romantique».

Iain Pears

Bande dessinée

Passions printanières

FRÉDÉRIC SOUMOIS

La vogue actuelle de la bande dessinée asiatique, japonaise ou coréenne, mise à l'honneur lors d'expositions ou dans les catalogues de traductions en français chez les plus grands éditeurs ne dissipe pas totalement le malentendu né lors de l'arrivée des premiers mangas (bd en japonais) chez nous, souvent sous la forme de mauvais dessins animés de série C ou D, achetés à bas prix par les chaînes pour meubler les émissions enfantines. Croire que la BD japonaise se résume à cela, c'est passer à côté de véritables chefs-d'œuvre. Comme ce récent *Terre de rêves*, de Jirô Taniguchi. L'album contient cinq brèves histoires, dont les quatre premières font un ensemble, même si elles ont été dessinées et publiées la première fois avec des délais importants. Que raconte ce livre? Une histoire aussi

simple que les dernières semaines d'un vieux chien, seul compagnon d'un couple que l'on identifie aisément à l'auteur et sa femme, dans la banlieue de Tokyo. Jeune chien, accepté du bout des lèvres par la compagne, il est rapidement devenu leur compagnon de vie. L'auteur explique d'ailleurs dans sa postface qu'on ne devrait pas dire «avoir un chien», mais «vivre avec un chien». Quatorze ans après, la déchéance d'un animal devenu vieux est peinte avec une extrême sensibilité. Chaque semaine, une autre affection touche

le vieil animal qui refuse de partir, même quand il ne sait plus se déplacer, puis se nourrir seul. La forme choisie par Taniguchi, adepte d'un réalisme basé sur un trait de plume limpide, mais détaillé pour donner de la profondeur de champ, est celle d'un récit sobre et net, qui ne cache rien des sentiments des personnages, que l'on devine par le récit et les gestes simples de la vraie vie. Les chapitres suivants racontent l'adoption d'un chat, la naissance de chatons, puis une semaine de vacances avec une petite nièce qui a des difficultés à accepter qu'un homme remplace son père décédé dans la vie de sa mère. Enfin, la cinquième histoire raconte comment un simple technicien en appareils ménagers garde au cœur la séduction de la montagne, malgré l'âge et une famille qui s'est établie, et comment il repartira une dernière fois pour vaincre le toit du monde et saluer la panthère des neiges. La justesse des dialogues, leur retenue, la simplicité même des moyens font de ce recueil un vrai joyau, à découvrir d'urgence (Jirô Taniguchi, *Terre de rêves*, Casterman).

Grégory Mardon est un jeune auteur qui a publié moins d'une demi-douzaine d'albums. Il fait partie de cette génération de nouveaux auteurs à qui la période contemporaine, matinée ou non de notations autobiographiques –ce récit n'est pas présenté comme tel, mais le narrateur nous accompagne tout au long du récit en voix *off*– ne fait pas peur. Comme Cyril Pomès, auteur de *À la lettre près* (Albin Michel), une histoire où un homme de 40 ans relit la lettre qu'il s'est écrite à 20 ans et mesure ainsi tous les renoncements qu'il a acceptés voire commis, Mardon raconte un épisode de la vie sentimentale d'un jeune homme un peu timide, du genre que les garçons de café ne voient jamais lever la main, du genre qui n'ose pas

aborder une belle dans un Monoprix, même sous un prétexte futile. Un soir, imbibé après avoir discuté philosophie de la vie avec un ami foncièrement pessimiste, il grimpe le long de la façade d'une jolie fumeuse à son balcon... et se casse la jambe. À son réveil, la jolie fumeuse se révèle kinésithérapeute et lui futur client pour sa rééducation. Les deux se plaisent, mais la belle vit avec un frère en chaise roulante qui rumine sa condition comme d'autres une pelote de fiel. Et il est voyeur de surcroît... La conclusion est improbable, surprenante, seulement esquissée et sans doute choquante pour une partie des lecteurs¹. Le récit de Mardon, original, faussement réaliste, est efficace et percutant, utilisant le super gros plan et la déformation onirique avec intelligence. Il dépeint parfaitement les passions qui agitent ses personnages et la terrible logique d'autodestruction d'un être voué à l'immobilité, sans doute un crime majeur dans notre société où tout doit bouger, tout le temps et partout. (Grégory Mardon, *Incognito*, «Victimes parfaites», Dupuis).

Quelques mots enfin, pour rendre justice à deux très belles parutions. D'abord le dernier Jérôme K. *Jérôme Bloche*, où le jeune détective un peu hurluberlu et distrait, en compagnie de son éternelle fiancée Babette, tombe en plein drame familial à Thonon-les-Bains, dans une ferme où la vraie identité du père d'un bébé crée l'émoi, tandis qu'une marâtre –une vraie Folcoche de *Vipère au poing*– étend son influence néfaste sur l'exploitation familiale et cache un vieux crime fondateur. C'est le 18^e épisode de la série et Dodier parvient à être aussi subtil, intelligent, efficace, avec un dessin ligne claire qui n'a l'air de rien, mais qui est extrêmement élaboré pour servir son récit. Indispensable. (Dodier, Jérôme K. *Jérôme Bloche*, «Un petit coin de paradis», Dupuis). Et pour le dernier Servais, premier volet d'un récit en deux parties, une fois de plus dans le grand sud de la Belgique (à Torgny, on ne peut pas être plus au sud), pour l'histoire d'un garçon qui savait parler aux oiseaux, mais qui est trop différent que pour être accepté... On frémit de lire la suite, Servais ne renonçant pas au tragique pour pimenter ses peintures d'une nature humaine plus sombre que celle qui vit dans nos bois et nos forêts. (Servais, *L'assassin qui parle aux oiseaux*, tome 1, Dupuis). ▲

Terre de rêves de Jirô Taniguchi.

¹ À l'instar de ceux qui dans notre pays poursuivent l'entarteur –personnage envers lequel nous n'avons par ailleurs que peu de sympathie– pour avoir tenu quelques propos un peu rudes sur la condition des handicapés. Qu'on lui réponde, et aussi vertement qu'il s'est exprimé, soit, mais qu'on l'attaque en justice pour quelques pirouettes, même de mauvais goût, voilà qui tient de la dérive judiciaire.